

IMPACT

Développement

GRAND DOSSIER

Les populations au cœur de l'action gouvernementale



SCANNEZ POUR
TÉLÉCHARGER
ce magazine





Ne manquez rien de l'actualité du gouvernement

en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



✔ Plus connectés, ✔ Mieux informés !



SCANNEZ POUR RESTER
CONNECTÉS



Centre d'appel du Gouvernement





Le Chef de l'État, S.E.M. Alassane Ouattara, a, depuis son accession au pouvoir, fait de la marche vers le développement sa priorité, redonnant ainsi à la Côte d'Ivoire sa place sur la scène internationale et confirmant son statut de locomotive de la sous-région. Il s'est donné comme principal enjeu de sa gouvernance, le renforcement de deux

leviers indispensables à tout développement qui se veut durable : le capital humain et les infrastructures.

En matière de développement humain, afin de matérialiser la vision du Président de la République, le Gouvernement, avec à sa tête le Premier Ministre Patrick Achi, multiplie les actions sociales. Le maître-mot est de ne laisser aucune région ni aucune couche sociale, en marge de ce processus inclusif. À cet égard, le Programme Social du Gouvernement (PS Gouv) est en œuvre depuis 2019. Lequel, a non seulement servi à encadrer, mais également à catalyser les acquis sociaux, en les inscrivant dans une dynamique de redevabilité vis-à-vis des populations.

En effet, de 2019 à 2020, pour un coût de 1.003,4 milliards de Francs CFA, écoles, voiries et bitumes, accès aux soins de santé, mécanismes d'accompagnement financier et entrepreneurial ont été réalisés et renforcés dans le cadre du PS Gouv 1. Les résultats de cette première phase sont probants avec plus de 10 000 enseignants recrutés, formés et envoyés sur le terrain, près de 1 850 localités électrifiées, 9 000 pompes à motricité humaines réparées ou remplacées et plus de 20 000 maintenues.

En outre, l'intensification et l'élargissement des bénéficiaires des filets sociaux productifs, la baisse du tarif social de l'électricité et l'accélération du programme des logements sociaux sont autant d'accomplissements qui témoignent du succès du PSGouv 1.

Fort de ce bilan, la seconde phase du Programme Social du Gouvernement (PSGouv 2), initiée en 2022, entend consolider ces performances, tout en relevant de nouveaux défis. Prévu sur trois ans, le PSGouv 2 bénéficie d'une enveloppe approximative de 3 200 milliards de francs CFA, un budget plus de trois fois supérieur à celui du PSGouv 1. Il s'agit de poursuivre l'édification d'une Côte d'Ivoire Solidaire, à travers notamment, la lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du Nord, et l'amélioration des conditions de vie des populations et des jeunes spécifiquement, en cette année 2023 qui leur est dédiée.

C'est d'ailleurs en vue d'accentuer les initiatives en faveur de ces derniers, que le second programme au cœur de ce numéro a été élaboré. Outiller et redonner à la jeunesse de Côte d'Ivoire sa place dans le développement de son pays est l'objectif du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJGouv). Lancé dans le cadre de l'année 2023, décrétée « Année de la jeunesse » par le Président de la République, le PJGouv 2023-2025 est un programme triennal évalué à 1 118 115 460 719 FCFA. Ses trois axes prévoient :

- le renforcement de l'engagement citoyen et de l'éthique sociale de la jeunesse ;
- l'accélération de la formation, de l'insertion professionnelle et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes ;
- l'amélioration des conditions d'épanouissement et de bien-être des jeunes.

À mi-chemin de l'année 2023, revenons sur l'état d'exécution du Programme Social et du Programme Jeunesse du Gouvernement, au profit des citoyens.

Bâtir un beau pays, fort de son Administration publique, de son système de santé et de protection sociale, de son système éducatif et de son économie, au service des hommes et des femmes qui y vivent, telle est la vocation du Chef de l'État.

En Côte d'Ivoire, l'Homme est au cœur de l'action gouvernementale.

Awa DOSSO

Directrice du Centre d'Information et de
Communication Gouvernementale



18 Grands dossiers

Zoom sur le Programme Social et le Programme Jeunesse du Gouvernement

6 PROGRAMMES ET IMPACTS

6 Actualités

Éducation : des infrastructures pour la formation des jeunes ivoiriens, sur tout le territoire national

Infrastructures routières : renforcement du réseau

Santé infantile : basculement de la vente des laits infantiles en pharmacie uniquement

Les logements sociaux et économiques : après Songon-Kassemblé, cap sur Ahoué

Économie : Start-Up Boost Capital

Marine nationale : un nouveau patrouilleur de haute mer de type Offshore Patrol Vessel (Opv 45)

Transformation du cacao : de 706 000 tonnes en 2017, à 972 000 tonnes en 2022

La nouvelle charte graphique du Gouvernement

11 Retour sur

Les mesures gouvernementales en faveur des travailleurs

L'état d'exécution de la feuille gouvernementale à fin 2023

Les semaines nationales de la sécurité routière

La bonne gouvernance

Le C2D : un mécanisme pour accompagner les efforts de développement en Côte d'Ivoire

16 Focus CICG

Infos d'Ici, Gouv'Infos, Chatbot officiel & Gouv'Space

18 GRANDS DOSSIERS

18 État des lieux

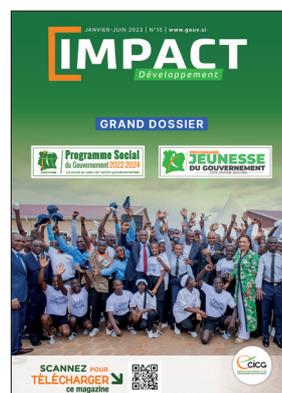
Zoom sur le Programme Social et le Programme Jeunesse du Gouvernement

État d'exécution du programme Social du Gouvernement au 31 mars 2023

État d'exécution du PJGOUV 2023 à mi-avril 2023

26 Perspectives

32 Parole aux acteurs



34 À L'OUVRAGE

34 Des hommes en action

40 Lucarne

L'Office National de la Protection Civile : protéger et assister la population face aux risques et catastrophes de toute nature

Le Centre National de Transfusion Sanguine : la disponibilité des poches de sang en Côte d'Ivoire

Le Compendium des Compétences Féminines de Côte d'Ivoire (COCOFCI) : au centre de la valorisation des compétences féminines

44 À la loupe

La politique du Gouvernement en matière de santé

Acquis, défis et réformes dans la gestion des ressources animales et halieutiques en Côte d'Ivoire

Le secteur touristique en Côte d'Ivoire

54 LES CHANTIERS DU DÉVELOPPEMENT

54 Ici

56 Le développement en chiffres

58 Gouv Sondages

61 ARRÊT SUR IMAGES



101

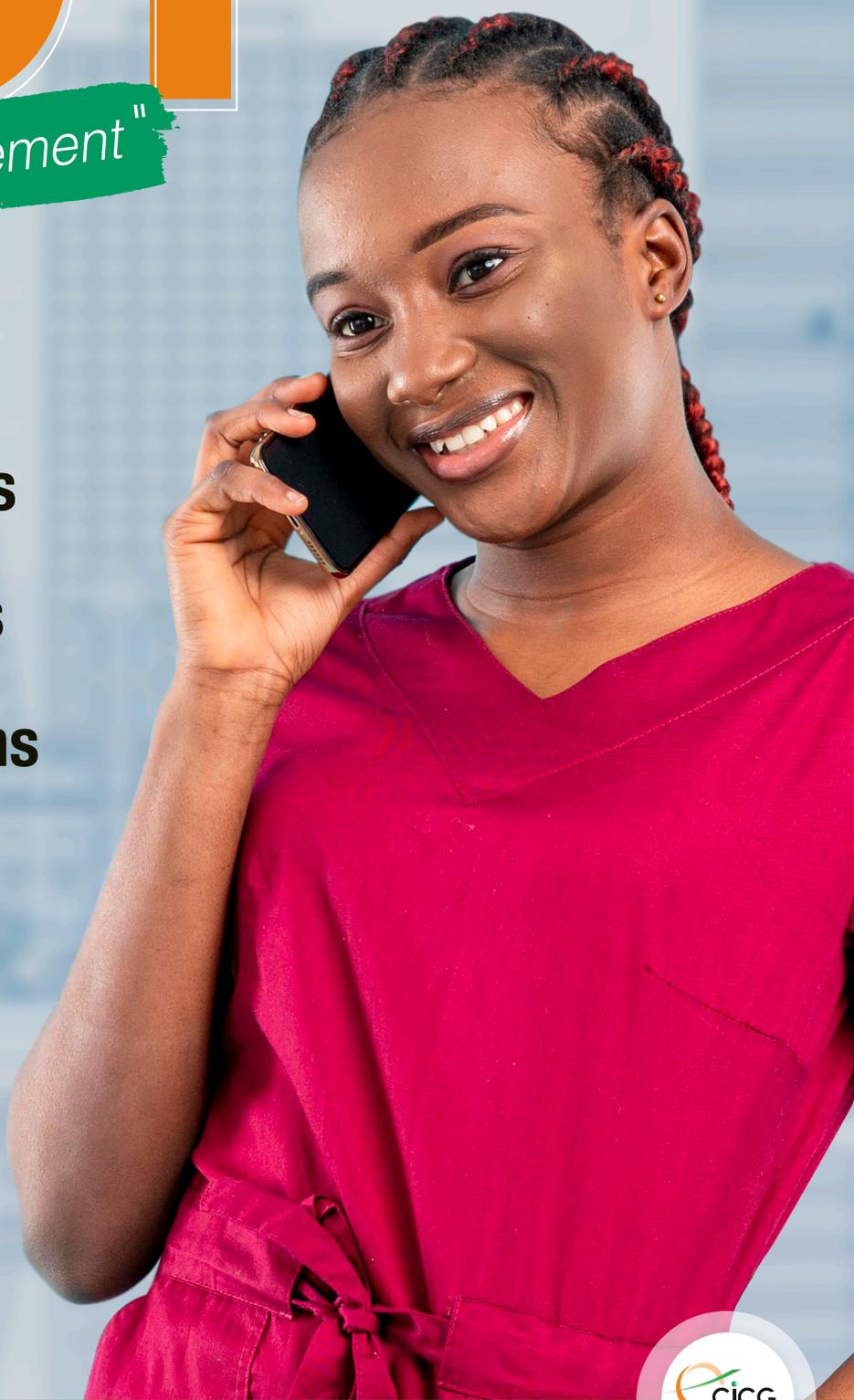
"Allô Gouvernement"

- ✓ Informations
- ✓ Suggestions
- ✓ Réclamations

 **Appel gratuit**

Tous réseaux

DISPONIBLE
7J/7
7H30-20H



Actualités



De gauche à droite : SEM. Jean-Christophe Belliard, Ambassadeur de la France en Côte d'Ivoire, Pr. Mariatou Koné, Ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, M. Moussa Sanogo, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'État et S.E.M. Patrick Achi, Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Éducation : des infrastructures pour la formation des jeunes ivoiriens, sur tout le territoire national

Les travaux de construction du lycée professionnel sectoriel de formation aux métiers agricoles de Botro et du Lycée Professionnel de Diabo ont été lancés au premier trimestre de l'année.

Avec une capacité d'accueil de 350, la première infrastructure sera bâtie sur une superficie de 25 hectares avec une zone agricole dédiée à l'agriculture et à l'horticulture. Elle sera composée d'un dortoir de 120 places, d'une cantine de 200 places, d'une infirmerie, d'une pharmacie, d'un château d'eau et des aires de jeux.

Quant à la seconde, prévue pour accueillir 1 000 apprenants, avec un internat de 250 lits, elle recevra non seulement les apprenants de la région du Gbêkê, mais bien au-delà. Ces futurs pensionnaires bénéficieront d'une formation initiale dans les filières suivantes : Mécanique

Générale, Chaudronnerie-soudure, Mécanique agricole, Agro-alimentaire, Elevage, etc. et les scolarités seront sanctionnées par le CAP et le BT. A Bondoukou, l'université ouvrira ses portes à la rentrée 2023 avec un effectif de 3 000 étudiants, qui seront formés notamment dans les spécialités de sciences sociales, d'architecture et d'urbanisme.

En outre, le 27 avril 2023 à Abidjan, le Premier Ministre, Patrick Achi présidait la cérémonie de signature groupée des marchés de 37 collèges de proximité dont la date de livraison est prévue dans 18 mois.

Réalisés pour la plupart en zone rurale, ces collèges de proximité selon le Chef du gouvernement permettront à la Côte d'Ivoire de renforcer son capital humain. ●

Infrastructures routières : renforcement du réseau

Les travaux d'aménagement et de bitumage des 1 922 km de routes neuves et le renforcement d'environ 1 000 km de routes revêtues, se poursuivent, à ce jour.

En début d'année, les travaux de bitumage de la route Dabakala - Satama - Sokoro, ont été lancés, pour une valeur de 44,4 milliards de FCFA, sur le budget de l'État. Il s'agit du bitumage de 56 km en 2x1 voie de 3,5 m de chaussée, sur un délai de 24 mois. La construction de cette voie s'inscrit dans le cadre de la politique de développement impulsée par le Chef de l'Etat et qui met un point d'honneur sur les infrastructures, notamment, les routes en vue de rapprocher les régions et les départements de la Côte d'Ivoire.

L'axe Biankouma - Sipilou, dont les travaux ont également démarré depuis le 1er février 2023, s'élève à 79 milliards de FCFA, avec un achèvement prévu en juillet 2025.

Les travaux de renforcement de l'axe Issia - Daloa, long de 57 km, ont été lancés le samedi 10 juin à Issia. Portant sur 2x1 voie de 3,7 m de chaussée avec 1,5 m d'accotement en rase campagne et 2m en traversée d'agglomération, ils se tiendront sur 24 mois, pour un coût global de 45,3 milliards de F CFA.

Quant aux travaux de renforcement de l'axe routier Duekoué - Guiglo - Bloléquin, lancés à la même date, l'enveloppe budgétaire est de 55,4 milliards de FCFA pour 98 km de route.

Pour les travaux de bitumage des routes Man - Kouibly et Guiglo - Taï, longues de 64 km chacune, le taux d'exécution sera à 15 % à fin décembre 2023.



Ces travaux auront un impact significatif sur l'économie des régions citées et la vie des populations. Le gouvernement qui attache du prix à la performance et à la qualité du réseau routier entend poursuivre ses efforts sur tout le territoire afin de faire de la Côte d'Ivoire un exemple de développement. ●

À PARTIR DU 1^{er} MARS 2023
LES PHARMACIES, SEULS
POINTS DE VENTE AUTORISÉS
POUR LES LAITS INFANTILES.
 ► LA QUALITÉ ET LES PRIX Y SONT GARANTIS

101 www.gouv.ci

Santé infantile : basculement de la vente des laits infantiles en pharmacie uniquement

L'État de Côte d'Ivoire a décidé de faire basculer la vente des laits infantiles en pharmacie pour s'assurer de la qualité, de la disponibilité et surtout de la traçabilité des produits laitiers.

Ainsi depuis le 1er mars 2023, les pharmacies sont les seuls points de vente autorisés des laits infantiles, conformément à l'arrêté interministériel N-689/MSHPCM/MCI du 02 août 2021.

Selon ledit décret, les informations présentées sur les emballages ou étiquettes de laits et farines infantiles doivent être visibles, lisibles, indélébiles, rédigées en français, traçables.

En outre, la commercialisation des laits infantiles est soumise à une autorisation conjointe délivrée par les ministres en charge du commerce et de la santé.

Les logements sociaux et économiques : après Songon-Kassemlé, cap sur Ahoué

5 617 citoyens ivoiriens qui ont souscrit au programme de Songon-Kassemlé, dans le cadre du Programme Présidentiel de Construction de Logements Sociaux et Économiques (PPCLSE), ont reçu leurs clés, le jeudi 16 mars 2023 des mains du Premier Ministre Patrick Achi.

Le site de Songon-Kassemlé, d'une superficie de 439 ha, a été mobilisé pour la construction d'un nouveau pôle urbain, avec des travaux de viabilisation à 40 milliards de FCFA, entièrement pris en charge par l'État de Côte d'Ivoire. Il s'agit de la toute première expérience de création de villes nouvelles, par le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Le site comprend des écoles, des espaces de jeux, des centres de santé et de loisirs. La prochaine ville nouvelle sera Ahoué, sur l'axe Abidjan-Alépé.

C'est une réponse du Gouvernement à l'une des préoccupations majeures du quotidien des populations, pour qui les dépenses en loyers constituent le deuxième



SEM. Patrick Achi, Premier Ministre, Chef du Gouvernement

plus important poste de dépenses mensuelles, après les dépenses liées à alimentation et avant celles liées au transport, sur les propos du ministre de la Construction. Pour rappel, le Programme Présidentiel de Logements Sociaux et Économiques a été initié en 2011, avec un objectif initial de 60 000 logements porté à 150 000 logements, à l'horizon 2025. Au premier trimestre de 2023, ce sont plus de 100 milliards de FCFA qui ont été investis dans les travaux de Voiries et Réseaux Divers. ●



Touré Mamadou, Ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique

Économie : Start-Up Boost Capital

Lancé au premier trimestre de cette année 2023, « Start-up Boost Capital » est le résultat d'une convention entre l'Agence Emploi Jeunes, une faîtière de start-ups ivoiriennes, Cizo et " Fin'Elle", une institution de microfinance. Témoinant de la volonté du gouvernement, de consolider le partenariat avec le secteur privé, afin de conduire efficacement, l'édification et la promotion des champions nationaux. En effet, l'initiative prévoit le financement des startups, avec des revenus depuis au moins deux ans ou des projets innovants portés par des fondateurs ayant une expertise et une expérience dans un projet Tech similaire depuis moins de trois ans. Le financement est accordé sous forme de prêts à moyen terme, à raison de 12 à 60 mois maximum, avec un taux de 8% TTC/an. Dotée d'une enveloppe globale de 1 milliard de FCFA pour 2023, elle prévoit financer ces projets, à partir de 1 000 000 FCFA. Pour en bénéficier, il faut être âgé de 18 à 40 ans, être porteur de projets innovants ou être une startup. ●

Marine nationale : Un nouveau patrouilleur de haute mer de type Offshore Patrol Vessel (Opv 45)

La marine nationale de Côte d'Ivoire, a réceptionné officiellement son Patrouilleur de type Offshore Patrol Vessel (Opv 45) PV 45, au premier trimestre de cette année.

Baptisé « Espérance », ce bâtiment de 45 mètres de long, est le deuxième navire de ce type, en six (06) mois.

En effet, après les patrouilleurs « L'Émergence », « Le Bouclier » et « Le Sekongo » respectivement en 2014, 2015 et 2016, « Atchan2 » offert par la Chine et « Contre-Amiral Fadika » en fin 2022, le Président de la République, à travers cette acquisition, confirme une fois de plus, sa

volonté de renforcer les capacités opérationnelles de la marine ivoirienne, d'accroître la souveraineté de l'État dans les eaux sous juridiction nationale et de se repositionner dans le Golfe de Guinée.



Transformation du cacao : de 706 000 tonnes en 2017, à 972 000 tonnes en 2022

La capacité installée de broyage de fèves de cacao est passée de 706 000 tonnes en 2017, à 972 000 tonnes en 2022, pour un taux de transformation effectif de 31%. Transformer pour capter une plus grande part de la valeur ajoutée dans la chaîne de valeur afin d'assurer une meilleure rémunération aux planteurs. C'est la voie sur laquelle s'est inscrite le gouvernement de Côte d'Ivoire.

Ce sont au total, 12 entreprises qui disposent en somme, de 14 usines. Pour le ministre de l'Agriculture, à moyen terme, les capacités de broyage s'élèveront à 1 176 040 tonnes, au regard des nombreux projets de construction d'unités de transformation en cours.

Pour rappel, avec plus de 2 200 000 tonnes, le pays occupe la première place mondiale des pays producteurs de cacao. ●



La nouvelle charte graphique du Gouvernement



L'État de Côte d'Ivoire aura un nouveau visage. Une annonce faite par Amadou Coulibaly, le porte-parole du Gouvernement, à l'issue du Conseil des Ministres du 19 avril 2023. Lequel a adopté une communication relative à la validation du projet de charte graphique unique de la République de Côte d'Ivoire. « Toutes les interactions de l'administration centrale, des administrations déconcentrées et décentralisées, ainsi que des autres services publics, avec les tiers, à savoir les correspondances, les messages et autres documents adressés au public, en format imprimé ou numérique, seront marquées de cette identité graphique du gouvernement », indiquait, Amadou Coulibaly.

C'est un projet initié dans le cadre du renforcement de la communication gouvernementale et de l'amélioration de l'identité visuelle de l'État, avec pour résultat, la mise en place d'une identité graphique commune à l'ensemble de l'Administration de l'État. Cela, en vue d'améliorer l'authentification des documents officiels, de renforcer et de consolider l'image de différentes entités interdépendantes, unies et travaillant en synergie, au service des populations. ●



V-1270/CSP/D/22 - 000000

**GRÂCE À LA CMU, MES MÉDICAMENTS
SONT MOINS CHERS**

70% DE RÉDUCTION DANS LES PHARMACIES

POUR TOUTE INFORMATION OU RÉCLAMATION,
CONTACTEZ-NOUS GRATUITEMENT AU :
800 00 900 / INFO@IPSCNAM.CI / [@CNAMCMU](https://www.facebook.com/CNAMCMU)


CNAM
Caisse Nationale d'Assurance Maladie

Retour sur



SEM. Patrick Achi et M. Soro Mamadou, Président de la Centrale Syndicale Humanisme

À travers son programme de gouvernement «Une Côte d'Ivoire solidaire», le Chef de l'État a fait de l'amélioration de la qualité de vie de ses concitoyens, une priorité absolue.

Le gouvernement du Premier Ministre Patrick Achi traduit cet engagement politique fort par la mise en œuvre de nombreuses politiques et programmes en guise de réponses aux revendications et doléances des travailleurs. Grâce à un dialogue social constructif entre le gouvernement et les organisations syndicales, un bond qualitatif a été effectué en 2022, en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail aussi bien des fonctionnaires et agents de l'État que des travailleurs du secteur privé. Cette amélioration globale de la qualité de vie des populations a été possible grâce à plusieurs mesures qui redonnent de la dignité aux travailleurs. Dans le secteur public, deux

Les mesures gouvernementales en faveur des travailleurs

trêves sociales ont été signées sur les périodes 2017-2022 et 2022-2027. Elles ont permis, sur le plan national, d'obtenir en une décennie, des performances économiques et sociales remarquables. Au profit de l'ensemble des fonctionnaires et agents de l'État, y compris les Forces de Défense et de Sécurité. Il s'agit de l'extension et de la revalorisation de 20 000 FCFA par mois de l'indemnité contributive au logement qui était restée inchangée depuis 1993 pour les fonctionnaires civils ; de la revalorisation de la prime mensuelle de transport restée inchangée depuis 2008 ; de la revalorisation, pour la première fois depuis 1960, de l'allocation familiale qui a triplé, en passant de 2 500 à 7 500 FCFA par mois et par enfant, selon les modalités d'application habituelle. Une prime exceptionnelle de fin d'année représentant un tiers du salaire mensuel indiciaire de base du mois de décembre a été instaurée. Elle est payable en janvier de chaque année.

De même, des avancées notables ont été enregistrées dans le secteur privé. On peut citer entre autres, la deuxième revalorisation, en moins de dix ans, du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG), qui est passé de 60 000 à 75 000 FCFA, depuis le 1er janvier de l'année ; la revalorisation des Salaires minima catégoriels conventionnels de 9 à 18%, moins de huit ans après le barème de 2015, pour les différents secteurs d'activité auxquels, il faut ajouter trois nouveaux secteurs, notamment les secteurs des mines et carrières, éducation/formation/

enseignement confessionnel et éducation/formation/enseignement privé laïc.

Des mesures à l'endroit des retraités ont également été prises. Ainsi, désormais, les retraités du secteur public bénéficient, depuis août 2022, d'une hausse de l'allocation familiale de 5 000 FCFA par mois et par enfant. Et ceux du secteur privé bénéficient d'une augmentation de 5% sur leurs pensions de retraite.

En outre, en vue de garantir aux populations ivoiriennes, notamment aux travailleurs, l'accessibilité à une meilleure protection sociale, le gouvernement ivoirien, sous l'impulsion du Président de la République, a mis en place la Retraite Complémentaire par capitalisation dénommée « La Complémentaire », le Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI) et la Couverture Maladie Universelle (CMU), trois nouveaux produits de sécurité sociale.

Ces instruments, initiés dans le cadre du Programme Social du Gouvernement (PS-GOUV), ont récemment fait l'objet de la « Ronde du social », une campagne itinérante de promotion des outils de protection sociale. Ils participent à améliorer les conditions de vie des populations y compris des travailleurs.

À en croire le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, Adama Kamara, qui s'exprimait à la cérémonie commémorative de la fête du Travail, le 1er mai 2023 à la Primature, tous ces acquis montrent à suffisance, l'importance accordée au dialogue social dans la recherche des solutions aux préoccupations des concitoyens. ●

État d'exécution de la feuille de route gouvernementale à fin mars 2023

Relativement à l'amélioration des conditions de formation et d'apprentissage des jeunes, les infrastructures universitaires ont été renforcées ; notamment l'Université Alassane Ouattara (UAO) de Bouaké, dont les travaux de réhabilitation sont achevés. Les travaux de la phase 1 d'extension de l'Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) de Daloa et de l'Université Péléforo Gon Coulibaly (UPGC) de Korhogo sont en cours de finalisation et plusieurs travaux de construction de centres d'enseignement technique ont été lancés.

Sur les plans de la sécurité, de la Justice et des Droits de l'Homme, les Cours d'Appel de Korhogo et de Daloa sont opérationnelles. La construction de la Maison d'Arrêt et de Correction de Guiglo est achevée. Le Tribunal de Première Instance (TPI) de Boundiali, les Maisons d'Arrêt et de Correction (MAC) de Tabou, de Séguéla, de Sassandra et de Divo ont été réhabilités.

Les principales réformes



Sécurité routière



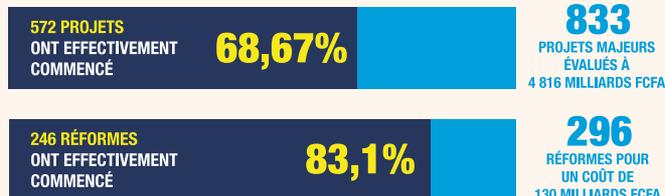
Accélération du soutien du Gouvernement à la jeunesse à travers l'adoption du programme jeunesse



Encadrement et la facilitation du paiement des bourses



Adoption du cadre de développement des start up



Semaines nationales de la sécurité routière

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de la sécurité routière, le gouvernement a pris des mesures urgentes et a annoncé l'accélération du volet sensibilisation et répression, en vue de réduire l'incivisme routier. Parmi les mesures, l'institution d'une semaine de sécurité routière du 03 au 10 de chaque mois sur le reste de l'année 2023, a été arrêtée en Conseil des ministres, le 18 janvier 2023. L'exercice consiste pour les acteurs du ministère des Transports, appuyés par la Police Nationale, la Gendarmerie Nationale, la Police Spéciale de la Sécurité Routière (PSSR), l'Office National de la Sécurité Routière (OSER) et les acteurs du secteur routier, de procéder durant sept (07) jours à une sensibilisation accrue, accompagnée de répression contre les mauvais chauffeurs, sur l'ensemble du territoire national.

Depuis, 05 éditions ont été réalisées.

Lancée le 03 février 2023 par le ministère des Transports, la première édition de la semaine nationale de la sécurité routière qui a pris fin le vendredi 10 février 2023, enregistrait un déploiement de 12 400 agents des forces de l'ordre pour 800 postes stratégiques de veille sur toute l'étendue du territoire national. La 2ème édition s'est tenue aux mêmes dates. En avril, la 3ème édition visait surtout à encadrer la forte mobilité liée à la période de pâques. L'édition du mois de mai, a été consacrée à la sensibilisation de proximité.

Pour la 5ème édition, une sensibilisation publique a eu lieu au rond-point de la Riviera 2 à Abidjan, Cocody.

Au cours de cette semaine, plus de 300 000 usagers de la route

ont été sensibilisés sur le terrain et 17 000 chauffeurs indélébiles ont été verbalisés, avec des cas de fourrière.

Par ailleurs, d'autres mesures ont également été adoptées au titre de la stratégie nationale de sécurité routière. Il s'agit entre autres, du lancement du permis à points ; de l'extension de la vidéo-verbalisation aux axes routiers interurbains accidentogènes ; de l'acquisition de radars mobiles et d'éthylotests supplémentaires à l'usage des forces de sécurité ; du renforcement de la signalisation routière sur les axes routiers accidentogènes et de l'opérationnalisation du tribunal de simple police.

A travers cette stratégie, la Côte d'Ivoire s'est fixée pour objectif de réduire de 50% le nombre de tués sur la route d'ici à 2030. ●

La bonne gouvernance

La corruption fait perdre à la Côte d'Ivoire 1 300 milliards de FCFA chaque année, soit 4% du Produit intérieur brut (PIB) et l'équivalent de près de trois fois l'aide publique au développement.



Des actions, ont été menées par l'État ivoirien pour endiguer ce fléau. Parmi lesquelles, des campagnes de sensibilisation et de communication intitulées «L'Etat vous voit», ainsi que des "Opérations coup de poing" ayant permis l'interpellation, la suspension, l'arrestation et la radiation de fonctionnaires et agents de l'Etat. Aussi, figure au nombre de ces actions, SPACIA. Une plateforme de dénonciation des actes de corruption et infractions assimilées, lancée en avril 2022.



SEM. Patrick Achi et Epiphane Zoro, Ministre de la Promotion de la Bonne Gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la Lutte contre la Corruption

La SPACIA intègre un numéro vert et une plateforme informatique, avec pour missions de recueillir les dénonciations, les signalements ou alertes des cas de corruption et infractions assimilées, et de procéder à leur traitement.

De janvier à décembre 2022, elle totalisait 519 signalements pour un préjudice estimé à plus de 52,585 milliards de FCFA. La répartition de ces signalements en fonction des secteurs d'activité, fait apparaître que 25.43% concernent le secteur défense/sécurité ; 12.91% le secteur urbanisme/construction/habitat ; 9.63% le secteur de l'éducation/formation ; 8.86% le secteur du droit, de la protection et la justice et 6.17% le secteur du transport/logistique.

Dans le cadre de l'« OPÉRATION COUP DE POINGS », 81 missions de vérifications des signalements reçus

ont été effectuées, 19 personnes ont été mises en cause dans le cadre du traitement de ces signalements après vérification, 16 cas ont été référés aux ministères concernés.

Sur la période de juillet 2022 à fin mars 2023, les enquêteurs gendarmes de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG), en accord avec le Procureur de la République du Pôle pénal économique et financier (PPEF), ont réalisé des enquêtes de flagrante ayant conduit à l'interpellation de 17 personnes dont 13 en situation de flagrant délit, dans divers secteurs.

Par ailleurs, le 25 mai dernier, à Abidjan, le président de la Haute autorité pour la bonne gouvernance (HABG), procédait au lancement de la plateforme multicanale sécurisée de signalement des actes de corruption, dénommée "SIGNALIS". Renforçant le dispositif de promotion de la bonne gouvernance, cet outil vise à consolider et moderniser la collecte, l'analyse et le traitement des plaintes et la dénonciation des actes de corruption.

En outre, ce projet qui s'inscrit dans la dynamique de lutte contre la corruption, la criminalité économique et financière, garantit la sécurité, la confidentialité des informations, ainsi que l'anonymat des requérants qui le souhaitent.

Ces acquis ont été réalisables grâce à l'appui de partenaires internationaux efficaces et ont valu à la Côte d'Ivoire d'accéder à la présidence de l'Académie internationale de Lutte contre la Corruption (IACA) pour un mandat d'un an.

Selon le dernier rapport de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de l'Organisation non gouvernementale Transparency International paru en janvier 2022, la Côte d'Ivoire a gagné six places dans le classement de perception et obtenu 1 point dans le rang en passant de 36/100 à 37/100, entre 2021 et 2022.

Classée 99e sur 180 pays, la Côte d'Ivoire peut se réjouir de faire partie du top 100 des pays les moins corrompus. Alors que le pays était classé 152ème sur 180 pays avec un score de 27/100 en 2013.

Le C2D

Un mécanisme pour accompagner les efforts de développement en Côte d'Ivoire

De 2012 à ce jour, c'est un total de 1902 milliards de FCFA de dette qui ont été rétrocédés par la France à la Côte d'Ivoire, à travers trois Contrats de Désendettement et de Développement (C2D) afin de soutenir les investissements clés, dans l'éducation, la formation, la santé, l'emploi, le développement urbain, l'agriculture, les infrastructures routières et la justice.

Le Contrat de Désendettement (C2D) est un mécanisme consistant pour l'État ivoirien à rembourser des dettes contractées auprès de la France en finançant des projets convenus par les deux parties. Le premier, pour un montant de 413, 25 milliards de FCFA, a été conclu le 1er décembre 2012. Le second, est intervenu le 3 décembre 2014, pour une enveloppe de 738 milliards. Quant au troisième et dernier C2D, signé le 27 octobre 2021 et courant jusqu'à 2025, il est doté d'un montant de 750,77 milliards de FCFA.

Ces trois C2D ont permis la mise en œuvre de projets pour l'amélioration des conditions de vie des populations en leur offrant un meilleur accès aux services sociaux de base.

Dans le secteur de l'emploi et de l'insertion des jeunes, 9 205 jeunes ont été insérés dans des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO), 4 920 autres ont été placés en stage. Des entrepreneurs ont été accompagnés dans des Activités génératrices de revenus (AGR).

Dans le domaine agricole, l'aménagement de 1 000 ha de plaines cultivables, la réhabilitation du barrage de Solomougou, etc. sont à mettre à l'actif du C2D.

Au niveau de l'éducation-formation, 116 écoles primaires ont été livrées dans six régions au profit de 15 817 enfants dans les zones rurales, 240 collèges de proximité ont été construits. Des Centres d'Animation et de Formation pédagogique (CAFOP) ont été réhabilités et équipés. Le lycée professionnel sectoriel de Yopougon a été inauguré. On note aussi les travaux d'extension et de réhabilitation de l'Institut national Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INPHB), l'octroi de 100 bourses d'études aux étudiants et enseignants-chercheurs et la fourniture de 18 000 ouvrages à cinq universités.

Concernant la santé, des centres de santé ont été réhabilités et construits dans les zones Nord, Nord-est et Nord-ouest et sur l'ensemble du territoire. Le niveau des plateaux techniques de dizaines d'établissements sanitaires, a été relevé. Une soixante-dizaine de dispensaires ont été réhabilités et équipés. 95 % des médicaments essentiels ont été rendus disponibles. La rénovation des locaux, la mise en place du système LMD à l'Institut National de la Formation des Agents de Santé (INFAS) et la mise à disposition de médicaments essentiels à la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique sont au nombre des acquis.

Grâce au C2D, 23 000 foyers défavorisés ont bénéficié



de branchements sociaux d'eau potable, des usines de traitement d'eau potable ont été construites à Guiglo, Gagnoa, Sinfra, etc. La station de prétraitement des eaux de Koumassi Digue, a été réhabilitée. Dans d'autres localités, les financements ont facilité l'accès à l'eau potable, à travers la mise en service de nombreux châteaux d'eau, améliorant ainsi la vie de millions de personnes.

Au titre des infrastructures routières, ce sont une quinzaine de ponts de désenclavement, dont celui de Gbéléban, qui ont été construits. À Bettié, dans la région de l'Indénié-Djuablin, le C2D a financé la construction d'un pont, long de 189 mètres. Cet ouvrage enjambe le fleuve Comoé et rattache Bettié à Yakassé-Attobrou dans la région de La Mé. À Béoumi, la reconstruction du pont sur le fleuve Bandama qui a connecté le Centre, l'Ouest et le Nord du pays, a donné un nouveau dynamisme à cette localité du Centre ivoirien.

En plus des ponts, le C2D a facilité le bitumage de plusieurs centaines de kilomètres de routes à travers le pays. Ainsi, 141 Km de routes revêtues ont été renforcés sur l'axe Bouaké-Ouangolodougou et 78 Km sur l'axe Adzopé-Pont Comoé. À Abidjan, la construction de la ligne 1 du Métro et de ses aménagements connexes va également contribuer à l'amélioration de la mobilité des populations.

En outre, pour la préservation de l'environnement, le C2D a octroyé 11,16 milliards de FCFA pour la rénovation et la protection des parcs et réserves.

Dans le secteur de la justice, on enregistre la construction et l'inauguration de la Cour d'Appel de Korhogo, l'inauguration attendue de celle de Daloa, etc. Par ailleurs, d'autres projets sont en vue, notamment, le projet de préservation et de valorisation des aires protégées à hauteur de 15 milliards de FCFA et le programme jeunesse, emploi et engagement citoyen de plus de 50 milliards de FCFA. ●

Refusez de payer plus cher !



INFRACTIONS ROUTIÈRES

Le dépassement des vitesses maximales autorisées sanctionné par catégorie*.

1

de 1 à 5 km/h
sur la vitesse limite

2 000 FCFA



2

de 5 à 10 km/h
sur la vitesse limite

3 000 FCFA

3

de 10 à 20 km/h
sur la vitesse limite

5 000 FCFA



4

au-delà de 20 km/h
sur la vitesse limite

10 000 FCFA

*Décret n°2022-631 du 03 août 2022 modifiant le Décret n°2016-864 du 03 novembre 2016 portant réglementation des voies routières ouvertes à la circulation publique



Transports 1302 / Centre d'appels du Gouvernement 101

Scannez le QR Code
pour accéder au site



Focus CICG

Infos d'ICI
BULLETIN D'INFORMATIONS DU GOUVERNEMENT - JUIN 2023

Refusez de payer plus cher !

COÛT DE DEMANDE D'ACD SOCIÉTÉ

> 0 à 0,5 ha	275 000 ₣ DA	Lettre d'attribution	250 000 ₣ DA
> 0,5 à 1 ha	300 000 ₣ DA	TP* ou ACP	240 000 ₣ DA
> 1 à 2 ha	350 000 ₣ DA		
> 2 à 3ha	400 000 ₣ DA		
> 3 ha et +	450 000 ₣ DA		

ARRÊTÉ DE CONCESSION DÉFINITIVE (A, C, D)

Construction 1378 / Centre d'appel du Gouvernement 101

À lire dans ce numéro ...

- ✓ Récap' Actu
- ✓ Conseil des Ministres
- ✓ Retour sur ...
- ✓ Ils ont dit
- ✓ Tout Savoir Sur : La transition langoune et le golf de Langoune
- ✓ Parole aux citoyens
- ✓ Bon à Savoir : Consultez vos informations en ligne sur le CCI DIGITAL

Scannez le QR Code pour rester connectés à l'actualité gouvernementale

Infos d'ICI

Bulletin d'informations bi-hebdomadaire à destination du grand public. Le bulletin fait une synthèse de l'actualité gouvernementale des semaines écoulées, en revenant sur les points saillants et les informations utiles au citoyen. Ce support revient aussi sur les décisions du Conseil des Ministres et les informations gouvernementales.

Ministères, agences gouvernementales, grandes surfaces et points de rencontres des citoyens

GOUV'infos
NEWSLETTER HEBDOMADAIRE DU GOUVERNEMENT

Lundi 10 juillet 2023

A LA LINE Le portail officiel du gouvernement www.gouv.ci

DOSSIER DE LA SEMAINE

AUTONOMISATION DES JEUNES ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : LE PROGRAMME SOCIAL DU GOUVERNEMENT (PSGOUV2) OBTIENT DES RÉSULTATS SATISFAISANTS

En plus d'améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base, à travers la construction d'infrastructures sociales (écoles, centres de santé...), électrification et adduction d'eau, le Programme Social du Gouvernement (PsGouv 2022-2024) est un instrument d'inclusion sociale qui redonne l'espoir à des milliers d'hommes et de femmes dans de nombreuses localités du pays.

Les résultats de la mise en œuvre de la 2e phase du Programme Social du Gouvernement (PsGouv2022-2024) sont connus et largement diffusés. Mais derrière les bilans d'exécution, ce sont des milliers de quotidiens qui changent grâce aux actions concrètes qui touchent l'ensemble du territoire national.

A Balakro, non loin de Yamoussoukro, les membres de l'Association des producteurs des cultures maraichères de Balakro (APCMB) ont retrouvé le sourire et repris confiance en eux. Ces jeunes ont bénéficié en décembre 2022, de 8 ha de kits d'intrants et de matériels agricoles pour la production d'aubergines, de piment et de tomates.

« Nous sommes sur ce site depuis 2016, mais nos

EDUCATION

COLLÈGE DE PROXIMITÉ DE GRAND-ALÉPÉ : UNE INFRASTRUCTURE SCOLAIRE PROPICE À L'ENCADREMENT ADEQUAT DES JEUNES APPRENANTS

ARRÊT SUR IMAGE

Le collège moderne de Grand-Alépé, localité située à 10 km d'Alépé, a été remis aux populations le 7 juillet 2021. Construit sur 2 hectares, cet établissement secondaire de base 4 a ouvert ses portes à la rentrée scolaire 2021-2022.

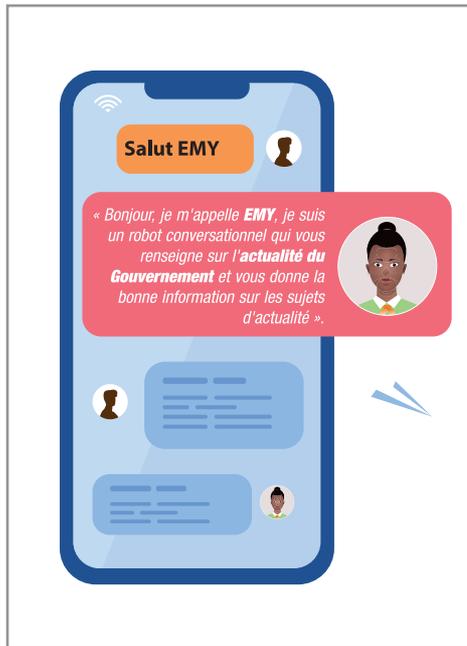
L'établissement de proximité compte quatre bâtiments de quatre salles de classes chacun, un bâtiment vestiaire, un bâtiment sanitaire, un préau, des salles spécialisées et un

GOUV'infos

NEWSLETTER HEBDOMADAIRE DU GOUVERNEMENT

Newsletter diffusée chaque lundi par email pour résumer l'actualité gouvernementale de la semaine écoulée. Elle est envoyée à l'ensemble du gouvernement, aux agences gouvernementales, aux administrations décentralisées, aux partenaires presse, aux partenaires au développement et à la société civile.

Mail (communication@cicg.gouv.ci)



Chatbot officiel du Gouvernement de Côte d'Ivoire

EMMY est un robot conversationnel qui renseigne sur l'actualité du Gouvernement et donne la bonne information sur les sujets d'actualité.
Facebook : @gouvci.official
WhatsApp : +225 07 87 36 36 36



Gouv' SPACE

Échange audio de 60 minutes, entre la Twittosphère Ivoirienne et une autorité gouvernementale sur un sujet d'actualité.

 Page Twitter officielle du Gouvernement

État des lieux



SEM. Alassane Ouattara, Président de la République, lors d'une visite dans un établissement scolaire

Le bien-être des populations et l'autonomisation des jeunes, au cœur des politiques gouvernementales.

Zoom sur le Programme Social et le Programme Jeunesse du Gouvernement

Dans le cadre du renforcement de la dimension sociale de la politique du Président de la République, en faveur de la réduction des inégalités, de la pauvreté et de la vulnérabilité des populations de Côte d'Ivoire, le PSGouv, depuis 2019 et le PJGouv, initié en début d'année, représentent le plan d'action opérationnel du Gouvernement.

Rapprocher l'action Gouvernementale des Ivoiriens et davantage des jeunes, en concevant des programmes d'actions répondant à leurs besoins d'une part et cohérents avec les ambitions du pays sur les plans, économiques et sociaux, d'autre part, telles sont les motivations derrière l'élaboration du PSGouv et du PJGouv.

(...) Rapprocher l'action Gouvernementale des Ivoiriens et davantage des jeunes, en concevant des programmes d'actions répondant à leurs besoins.



Le PSGouv 2 vise à consolider les acquis du PSGouv 1 (2019-2020), à travers la mise à disposition d'infrastructures et services indispensables pour satisfaire les besoins sociaux de base des populations. Inscrit dans la vision d'une « Côte d'Ivoire Solidaire », ce programme est appuyé sur 05 axes stratégiques, avec des objectifs spécifiques pour chaque domaine, des indicateurs objectivement vérifiables et une spatialisation des réalisations par districts, régions, départements et sous-préfectures.

Il s'agit spécifiquement, d'apporter les solutions durables à la problématique de la fragilité dans les zones frontalières au Nord, de l'accès à l'emploi et de l'autonomisation des jeunes et des femmes, afin de marquer l'impact social de l'action gouvernementale.

Le coût global de cette 2^{ème} phase du Programme social du gouvernement (PSGouv 2) s'établit à 3 182,4 milliards de FCFA pour les 03 années, avec 574,2 milliards en 2022, 1297 milliards de FCFA pour 2023 et 1 281,7 milliards de FCFA prévu pour 2024.



LES 5 AXES DU PSGOUV 2



Axe 1

Lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du nord



Axe 2

Éducation / Formation



Axe 3

Amélioration des conditions de vie des ménages



Axe 4

Insertion professionnelle des jeunes et Service civique



Axe 5

Renforcement de la solidarité envers les populations vulnérables

Etat d'exécution du programme Social du Gouvernement au 31 mars 2023



Axe 1 : Lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du nord



Accès à l'électricité

150 localités ont été électrifiées dont 56 dans le Bounkani, 13 dans le Tchologo, 57 dans le Poro, 16 dans la Bagoué, 4 dans le Folon, 4 dans le Kabadougou.



Accès à l'eau potable

- Réalisation de 41 Pompes à Motricité Humaine (PMH) ;
- Réparation de 783 Pompes à Motricité Humaine (PMH) ;
- Maintenance de 3 723 Pompes à Motricité Humaine (PMH).



Entretien routier

Réhabilitation de 709,5 km de route.



Insertion professionnelle et emploi des jeunes

École de la Deuxième Chance (E2C)
1700 jeunes ont terminé leur formation rhétorique.

Programme d'insertion des personnes issues des couches vulnérables

479 jeunes ont été sélectionnés.



Axe 2 : Éducation / Formation



Construction et équipement de collèges et lycées

47 collèges de proximité ont été construits et réceptionnés.



Latrinsation des écoles

1 308 latrines « écoles » ont été construites.



Axe 3 : Amélioration des conditions de vie des ménages



Accès universel à l'électricité

- 648 localités ont été électrifiées soit un total cumulé de 7109 localités électrifiées sur la base du RGPH 2021 ;
- 290 148 branchements ont été réalisés ;
- 1 872 357 ménages ont bénéficié de la baisse du tarif social.



Renforcement du programme d'accès à l'eau potable

- 2 940 Pompes à Motricité Humaine ont été réparées ;
- 11 792 Pompes à Motricité Humaine ont subi une maintenance.



Accès à des soins de santé de qualité

Programme Elargie de Vaccination (PEV)

- 1 153 977 enfants de 0 à 11 mois ont été vaccinés en Penta 3 ;
- 1 099 173 enfants de 0 à 11 mois ont été vaccinés contre la rougeole et la rubéole ;
- 1 059 636 femmes enceintes ont été vaccinées contre le tétanos.

Concernant l'accès au sang

- 271 428 poches de sang prélevées ;

Au titre des constructions et équipements

- La première phase du CHU de Yopougon est réceptionnée.

Au titre des travaux de réhabilitation et équipement

- 133 Établissements Sanitaires de Premiers Contacts (ESPC) sont réhabilités.



Autonomisation des femmes dans le cadre du SWEDD

Volet Éducation

- 111 407 filles scolarisées ont bénéficié des interventions dans les espaces sûrs scolaires ;
- 3 000 filles vulnérables scolarisées dans 15 collèges.

Volet Santé

- 1 503 nouvelles utilisatrices de méthode de contraception moderne et 16 523 personnes ont été sensibilisées sur la santé sexuelle reproductive.



Accès au Logement

Au titre des travaux de Voiries et Réseaux Divers

Le site de Songon-Kassemblé

- 97% d'exécution au titre des travaux d'adduction en eau potable ;
- 95% au titre de la distribution d'électricité ;
- 84% pour les voiries et drainages ;
- 98% au titre des travaux d'assainissement.

Le site de Grand Bassam-Modeste

- 50% des travaux de drainage ;
- 85% des travaux d'assainissement et construction de Station d'Épuration (STEP) des eaux usées.

Le site de Yopougon-Azito

- 91% des travaux de voirie, d'assainissement et de drainage.





Axe 4 :
Insertion professionnelle des jeunes et service civique



Accès au stage et à l'emploi des jeunes

Stage

- 69 723 bénéficiaires.

THIMO

- 69 723 bénéficiaires.



École de la deuxième chance

Formations qualifiantes

- 3 500 jeunes (sur un objectif de 3 500) sont formés.

Formations par apprentissage

- 6025 apprentis (sur un objectif de 12 720) sont formés.



Académie des Talents (ACT)

Au titre des travaux de réhabilitation

- 06 établissements techniques et professionnels réhabilités.
- 04 établissements techniques et professionnels sont en cours de réhabilitation sur un objectif de 14 établissements.

Au titre de la construction de nouveaux établissements

- Projet AVIC : les travaux de gros œuvres (terrassement) de huit sites (08) sites (Abobo-Ebimpé, Yamoussoukro, Kong, Korhogo, Gbéléban, Diabo, Dabakala et Yopougon (Sercobe) ont démarré.



Promotion de l'emploi décent tout en améliorant l'autonomisation et l'employabilité des promoteurs

33 groupements sur 34 ont bénéficié d'un prêt.



Promotion du service civique

Service National des Jeunes :

- 452 jeunes formés (sur un effectif de 650) dans les Centres de Service Civique de Bouaké et de Bimbresso ;
- 2 464 jeunes et adolescents ont été formés aux valeurs civiques et citoyennes dans le cadre du Service National des Jeunes.

Programme de volontariat et du bénévolat :

- 422 volontaires formés et mis en mission dont 410 volontaires communautaires ;
- 502 bénévoles formés et mis en mission.



Axe 5 :
Renforcement de la solidarité envers les populations vulnérables



Filets sociaux

- 175 000 bénéficiaires d'allocutions trimestrielles ;
- 100 000 ménages supplémentaires sont en cours d'identification dans 14 régions ciblées.



Couverture Maladie Universelle (CMU)

- 3 979 681 personnes ont été enrôlées ;
- 3 659 737 cartes produites ;
- 2 717 587 cartes distribuées.



Gratuité ciblée des soins

- 435 737 femmes enceintes ont reçu gratuitement les kits d'accouchements ;
- 48 513 femmes enceintes ont reçu gratuitement les kits de césariennes ;
- 393 383 femmes enceintes atteintes de paludisme, ont été prises en charge gratuitement ;
- 1 612 157 enfants de 0 à 4 ans atteints de paludisme, ont été pris en charge gratuitement.



SCANNEZ POUR
CONSULTER LA
DOCUMENTATION



Les projections de l'Office National de la Population (ONP) prévoient que la population ivoirienne devrait s'établir à 52,7 millions d'habitants à l'horizon 2050. Les jeunes continueront donc de représenter une frange importante de la population. Au cœur de la transformation de l'ordre social, la jeunesse est un acteur de développement et un levier considérable, dans la création de richesse.

Avec l'ambition de la positionner au centre des politiques publiques, le Président de la République de Côte d'Ivoire, a décidé de faire de 2023, l'« année de la Jeunesse ». Ainsi, la mise en place de l'ambitieux Programme Jeunesse du Gouvernement (PJGouv), qui s'étend sur la période 2023 - 2025, est la matérialisation gouvernementale de cette décision de SEM Alassane Ouattara, de prioriser la jeunesse ivoirienne, par l'amélioration de leurs conditions de vie et de bien-être, pour en faire des acteurs de premier ordre, dans l'édification de la Côte d'Ivoire du travail, de la prospérité, du développement et du « vivre ensemble ».

Le PJGouv 2023-2025 s'appuie sur la synergie des acteurs clés de l'encadrement et de l'accompagnement des jeunes à l'échelle gouvernementale et sur une concertation, en amont, des organisations représentatives de la cible en vue de recueillir les besoins et déterminer des actions d'impact.

Ce programme s'articule autour de 03 axes majeurs pour un coût de 1 118 115 460 719 FCFA à mobiliser, dont 361 442 909 967 FCFA estimés pour la mise en œuvre des actions au titre de l'année 2023 et 756 672 550 752 FCFA, pour 2024-2025.

LES 3 AXES DU PJGOUV



Axe 1

Accélération de la formation, de l'insertion professionnelle et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes



Axe 2

Renforcement de l'engagement citoyen et de l'éthique sociale de la jeunesse



Axe 3

Amélioration des conditions d'épanouissement et de bien-être des jeunes



État d'exécution du PJGOUV 2023 à mi-avril 2023



Axe 1 :

Accélération de la formation, de l'insertion professionnelle et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes



Ecole de la Deuxième Chance - E2C

- 24 594 bénéficiaires de Formations de Reconversion et de Requalification (FRR) ;
- 1 590 bénéficiaires de formation par apprentissage ;
- 4 000 apprentis en formation dans 32 établissements de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- Le recrutement pour les programmes de formations par apprentissage et de formations de reconversion et de requalification, a débuté le 12 avril 2023.



Formation

- 04 établissements techniques et professionnels (Lycée Technique d'Abidjan, Lycée Technique de Yopougon, Lycée Professionnel Commercial de Yopougon et le CBCG de Cocody) en cours de réhabilitation sur 14 ;
- 07 établissements de formation professionnelle dans les villes de Korhogo, Dabakala, Kong, Gbéléban, Diabo, Yamoussoukro, Ebimpé, en cours de construction (30%).



Accès aux opportunités dans toutes les régions du pays

- 2 237 bénéficiaires de stage de qualification (pré-emploi) et 2 535 bénéficiaires de stage-école pour un coût de 331,611 millions FCFA ;
- 658 jeunes ont bénéficié du programme Permis de conduire ;
- 452 jeunes ont bénéficié du programme THIMO ;
- Lancement des concours de la Fonction Publique le 17 avril 2023, avec le relèvement de l'âge limite maximum d'accès à ces concours au profit de la jeunesse.



Renforcement du financement de l'entrepreneuriat des jeunes

- 162 bénéficiaires de Micros et Petites Entreprises (MPE) ;
- 3 000 bénéficiaires d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) ;
- 108 projets de Moyennes Entreprises et Projets Structurants pour 1 080 bénéficiaires ;
- 820 jeunes sélectionnés dans le cadre du projet C2D emploi, pour bénéficier de financement d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) ou de Micros et Petites Entreprises (MPE).



Transition de l'économie informelle vers l'économie formelle

- 1 413 bénéficiaires d'Activités Génératrices de Revenus (AGR),



Axe 2 :
**Renforcement de l'engagement citoyen
et de l'éthique sociale de la jeunesse**

- 924 jeunes volontaires et bénévoles formés et mis en mission ;
- 650 jeunes vulnérables ou en voie de marginalisation, formés dans les Centres de Service Civique de Bouaké 1, Bouaké 2 et Bimbresso ;
- 2 464 jeunes et adolescents formés aux valeurs civiques et citoyennes dans le cadre du Service National des Jeunes (SNJ) ;
- Inauguration du centre de service civique de Bouaké ;
- 2 610 jeunes et 260 organisations de jeunesse formés sur des thématiques diverses ;
- 8 millions 200 mille FCFA de subvention accordée au 1er trimestre au Conseil National des Jeunes de Côte d'Ivoire (CNJCI) ;
- Lancement du parcours citoyen et la tenue de la cérémonie de sortie de 384 élèves des Centres de Service Civique de Bimbresso, de Bouaké 1 et de Guédipo (Sassandra).



Axe 2 :
**Amélioration des conditions
d'épanouissement et de bien-être des jeunes**

- Démarrage des travaux de construction des agoras de Touba et de Dimbokro les 05 mars et 07 avril 2023 ;
- 42 502 filles scolarisées ont bénéficié des interventions dans les espaces sûrs scolaires dans 212 collèges ;
- 103 528 jeunes et adolescents ont été sensibilisés sur les fléaux sociaux et comportements à risque ;
- 16 523 personnes ont été sensibilisées sur la santé sexuelle reproductive ;
- 3 000 filles vulnérables scolarisées dans 15 collèges bénéficient depuis le mois de mars, d'un appui alimentaire.



SCANNEZ POUR CONSULTER LA DOCUMENTATION

Perspectives



Le PSGouv 2 : Une Côte d'Ivoire plus forte et plus résiliente au profit de populations moins vulnérables et autonomisées, pour le progrès socio-économique

Pour 3 182,4 milliards de FCFA, sur trois ans, soit près de 3 fois plus que la première édition, le PS Gouv 2 devrait permettre d'atteindre des objectifs clairs, forts, concrets, notamment celui de l'insertion des jeunes, avec le renforcement du service civique et de l'école de la seconde chance. Cela, pour connecter les ambitions de la jeunesse avec la réalité des besoins du marché du travail et donner à ceux qui n'ont pu poursuivre leurs cursus scolaires, de nouvelles opportunités d'insertion et de réussite.

Le Premier Ministre affirmait que « le PSGouv2 dépasse largement l'ambition du premier Programme Social du Gouvernement et veut faire de l'insertion scolaire, sociale et économique de la jeunesse sa pierre angulaire, sa raison d'être ».

Avec des axes prioritaires ciblant les populations dans les zones frontalières, les populations rurales, les femmes et les jeunes, le programme laisse présager de belles perspectives pour la Côte d'Ivoire, au regard des enjeux sécuritaires et économiques, actuels.

Aussi pour le bien-être des Ivoiriens et la consolidation de son positionnement à l'échelle

sous-régionale et continentale, l'accélération des chantiers d'infrastructures stratégiques pour la croissance de la Côte d'Ivoire notamment l'extension de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny, l'extension et l'achèvement des terminaux à conteneurs et industriels du port de San Pedro, le suivi des infrastructures de la CAN 2023 et la poursuite de la réalisation du Métro d'Abidjan, sont en cours.

Par ailleurs, le gouvernement envisage agir pour le progrès social en capitalisant sur ses bons rapports avec son secteur privé, pour un écosystème favorable à l'éclosion d'acteurs numériques majeurs au cours de la prochaine décennie.

Sur le plan agricole, c'est la transformation des matières, le défi à relever ; avec particulièrement l'anacarde, le cacao et le coton.

Concernant l'alimentation, la Côte d'Ivoire veut atteindre en 2025, l'autosuffisance alimentaire. D'ailleurs, en novembre 2022, le programme stratégique pour la transformation de l'aquaculture a été lancé pour pallier, sur le long terme, les effets pervers de l'importation des produits halieutiques.

Le PA-PSGOUV

Le Projet d'appui au programme social du gouvernement (PA-PSGOUV) est une opération multi-sectorielle intégrée. Son coût global est de 140,69 millions d'Euros avec une contribution de la Banque Africaine de Développement, à travers un prêt BAD d'un montant de 112,09 millions d'Euros, hors taxes et hors droits de douanes. L'objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions et niveaux de vie des populations rurales et des jeunes en appuyant d'une part, la production et la transformation des productions agricoles, ainsi que l'amélioration de leur accès aux services sociaux de base, et d'autre part en facilitant l'accès des jeunes au marché de l'emploi. La mission est d'appuyer le Gouvernement à réaliser les résultats et produire les impacts attendus de la mise en œuvre du PS Gouv.

D'ailleurs, du 24 au 26 mai 2023, à Abidjan-Cocody, un atelier d'une quarantaine de participants, a permis de définir le mécanisme financier et le cadrage de l'élaboration du manuel de procédures de financement de l'entrepreneuriat des jeunes. Lequel sera élaboré pour mieux encadrer le processus de financement.

Il présente les procédures administratives, opérationnelles et de contrôle à appliquer et définit les rôles et responsabilités des différents acteurs. Les domaines d'activités concernés sont, entre autres,

l'agriculture, l'élevage et la pêche, le commerce et la distribution, les industries agro-alimentaires, la transformation et les petites transformations, la restauration, le transport.

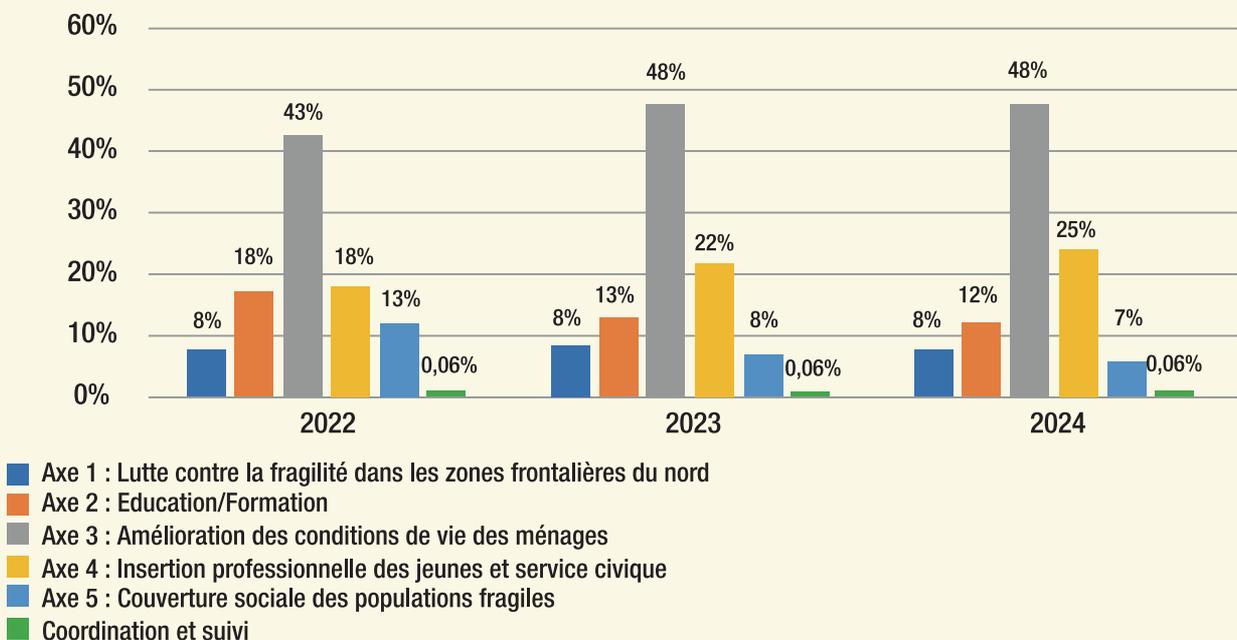
L'enveloppe globale du Fonds est de 20,5 milliards de FCFA.

La population bénéficiaire du projet est estimée à environ 3,5 millions. Elle se compose principalement : i) des producteurs agricoles en particulier les femmes qui amélioreront leur productivité et leurs revenus et auront un meilleur accès aux services sociaux de base ; ii) 20 000 jeunes dont l'employabilité sera améliorée par les stages ; (iii) 7 500 jeunes dont les compétences seront améliorées en entrepreneuriat.

Pour rappel, le deuxième Programme Social du Gouvernement se concentre sur les axes d'intervention, suivants :

1. Lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du Nord ;
2. Amélioration des conditions d'études au primaire, au secondaire et au supérieur ;
3. Amélioration des conditions de vie des ménages ;
4. Insertion professionnelle des jeunes et service civique.
5. Couverture sociale des populations fragiles

Figure 1 : Répartition du budget par axe





Repositionner la jeunesse au cœur du développement, avec le PJGouv

Accompagner les jeunes ivoiriens dans leur cheminement vers l'autonomie, afin qu'ils disposent de tous les atouts permettant leur intégration dans la société et leur pleine participation au développement de la Côte d'Ivoire, tel est l'objectif du Programme Jeunesse du Gouvernement. Elaboré sur trois ans, le Programme est motivé par quatre principaux leviers. Ce sont l'accélération de la formation, de l'insertion professionnelle et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes ; le renforcement de l'engagement citoyen et de l'éthique sociale de la jeunesse ; l'amélioration des conditions d'épanouissement et de bien-être des jeunes et enfin, l'accélération des réformes stratégiques en faveur de la promotion accrue de l'emploi des jeunes.

Pour 1 118 115 460 719 FCFA, le PJGouv 2023-2025 s'appuie sur trois piliers, pour une mise en œuvre réussie : une formation et un accompagnement ciblé des jeunes en vue de leur épanouissement et de leur insertion réussie dans la vie active (1), un partenariat stratégique gagnant-gagnant avec le secteur privé (2) et une action gouvernementale cohérente, intégrée et innovante (3). C'est donc à juste titre qu'en termes de coordination, le PJGouv 2023 - 2025 soit doté d'un Comité d'Orientatoin, présidé par le Premier Ministre, d'un Comité Technique de Coordination, présidé par le Directeur de Cabinet du Premier Ministre et d'un Secrétariat Technique, assuré par le ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique.

Accompagner les jeunes ivoiriens dans leur cheminement vers l'autonomie, afin qu'ils disposent de tous les atouts permettant leur intégration dans la société et leur pleine participation au développement de la Côte d'Ivoire, tel est l'objectif du Programme Jeunesse du Gouvernement

Ainsi, parmi les actions du PJGouv 2023 - 2025 pour l'accélération de la formation, de l'insertion professionnelle et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, on compte :

1. L'élargissement de l'offre d'accès à la connaissance, au savoir-faire et au savoir-être à tous les jeunes en fonction de leurs besoins à travers l'École de la deuxième Chance ;
2. Le renforcement de la proximité du service public d'emploi des jeunes dans toutes les régions du pays ;
3. La mobilisation de l'administration publique, des entreprises/établissements publics pour la mise en stage des jeunes ;
4. L'accélération de la création de centres d'incubation publics pour l'accompagnement des jeunes dans la réalisation de leurs projets d'entrepreneuriat ;
5. La mise en place de l'Initiative pour l'Entrepreneuriat Rapide des Jeunes, basée sur le financement d'Activités Génératrices de Revenus ;
6. La mise en place d'un « Programme National d'accélération des Start-Ups et PME Numériques » ;
7. La mise en place d'un « Programme Campus Numériques » consistant à déployer des centres numériques au sein des universités et grandes écoles publiques ;
8. L'organisation des olympiades de métiers (WorldSkills Côte d'Ivoire) et de concours de meilleurs artisans au niveau national.

Pour le renforcement de l'engagement citoyen et de l'éthique sociale de la jeunesse, le PJGOUV 2023 - 2025, projette :

1. L'institution de cadres d'échanges réguliers entre les plus hautes autorités de l'Etat et les jeunes



(Président de la République, Premier Ministre, Présidents d'Institutions, Ministres) ;

2. Le renforcement de l'esprit et l'engagement citoyens des jeunes ;
3. Le développement de l'estime de soi et des capacités intrinsèques des jeunes ;
4. L'institution de la semaine de la jeunesse et le renforcement du dialogue intergénérationnel.

En ce qui concerne, l'amélioration des conditions d'épanouissement et de bien-être des jeunes, sont prévus :

1. La promotion des activités parascolaires dans les établissements d'enseignement ;
2. L'amélioration du pouvoir d'achat des jeunes à travers l'institution de la « Carte Jeunes » accessible à faible coût et offrant des réductions et autres avantages dans le commerce ;
3. L'augmentation du nombre d'élèves et étudiants bénéficiaires de bourses et de soutiens financiers ;
4. La construction et l'équipement de la « Maison de la Jeunesse » à Abidjan.

Les perspectives pour 2023

Axe 1 : Accélération de la formation, de l'insertion professionnelle et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes

Au titre de l'année 2023, 490 018 jeunes seront pris en charge, comme suit :

- 200 939 jeunes bénéficiaires d'emplois directs ;
- 150 524 jeunes bénéficiaires de financement de projets et programmes d'entrepreneuriat ;
- 138 555 jeunes bénéficiaires de formations à visée d'insertion.

Pour un budget de : **287 613 585 299 FCFA**

Axe 2 : Renforcement de l'engagement citoyen et de l'éthique sociale de la jeunesse

La mise en œuvre de cet axe en 2023 permettra d'atteindre les résultats suivants :

- 25 000 jeunes sensibilisés aux valeurs de civisme, de citoyenneté et d'éthique sociale ;
- 10 030 jeunes mis en mission de volontariat et de bénévolat.

Pour un budget de : **9 420 300 000 FCFA**

Axe 3 : Amélioration des conditions d'épanouissement et de bien-être des jeunes

La mise en œuvre de cet axe en 2023 permettra d'atteindre les résultats suivants :

- 100 000 jeunes bénéficiaires de mesures d'amélioration du pouvoir d'achat à travers la mise à disposition de la carte « avantages jeunes » ;
- 110 833 jeunes boursiers de l'Enseignement Supérieur et de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle seront pris en charge ;
- 55 500 jeunes impactés à travers les initiatives sportives, socio-éducatives et parascolaires ;
- 6 000 000 de jeunes et adolescents sensibilisés sur les fléaux sociaux et comportements à risque, les pratiques traditionnelles néfastes (PTN) et les voies de recours en cas de Violences Basées sur le Genre (VBG).

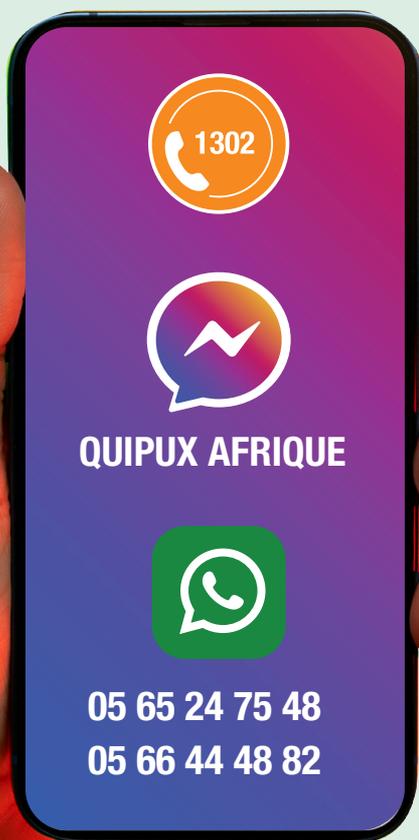
Pour un budget de : **64 409 024 668 FCFA**





MINISTÈRE DES TRANSPORTS

LE CENTRE D'ASSISTANCE EN LIGNE



APPELS



NOTE VOCALE



CHAT
EN LIGNE



INFORMATION ET
ASSISTANCE EN LIGNE

Côte d'Ivoire

 0565247548



QUIPUX
Afrique

Parole aux acteurs



S.E.M. Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire

« Notre pays a poursuivi sa dynamique d'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base. Les différents programmes touchant aux secteurs de la santé, de l'électrification et de l'eau potable, des infrastructures routières et du logement, ou ceux liés à l'éducation et à la formation de la jeunesse, ont connu des avancées remarquables »

« Le PSGouv 2 vise à accélérer le rythme de réduction de la pauvreté et des inégalités sociales, à apporter des solutions durables à la problématique de la fragilité dans les zones frontalières au Nord et à améliorer

les conditions de vie des populations, notamment les plus défavorisées ».

« Les questions liées à l'éducation, la formation, l'emploi et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, qui représentent environ trois quarts de notre population ont, depuis 2011, fait partie des priorités du Gouvernement ».

« La mise en œuvre de cet ambitieux Programme Jeunesse, sur la période 2023-2025, est évaluée à plus de 118 milliards de F CFA. Il permettra d'offrir des opportunités et de toucher près d'1,5 million de jeunes dans le cadre des programmes d'insertion professionnelle. C'est un véritable « Plan Marshall » pour la Jeunesse ».



Patrick Achi, Premier Ministre, Chef du Gouvernement

« Le PSGouv 2 va, ainsi, incarner la vision et la volonté du Président de la République d'une Côte d'Ivoire toujours plus solidaire et



Amadou Coulibaly, Porteparole du Gouvernement

« Ce Programme d'envergure fixe les lignes directrices de l'action du gouvernement pour les jeunes Ivoiriens sur la période 2023-2025 et vise à amplifier les politiques publiques en faveur des jeunes en vue de leur assurer une bonne insertion professionnelle et de leur garantir de meilleures conditions de vie ».

« Le budget du PS Gouv en 2023 est évalué à 725,9 milliards de FCFA. Le gouvernement envisage la construction de centres sociaux et prévoit des travaux d'entretien de plus de 22 mille km de route en terre et l'électrification de 600 localités ».

« Il s'agit de recruter, de former et d'insérer les jeunes dans le tissu professionnel. Vous devez prendre votre destin en main. Soyez attentifs. Il s'agit d'une opération nationale pour donner l'égalité des chances à tous les jeunes. Partout en Côte d'Ivoire, saisissez l'opportunité pour vous inscrire. Ce vaste programme donne une belle perspective à notre jeunesse dans une Côte d'Ivoire solidaire ».

Paulin Claude Danho, ministre des Sports, dans le cadre du lancement du projet de formation de 5 000 jeunes aux métiers des sports, le 26 juin 2023.

« Ce programme de formation lancé aujourd'hui est totalement gratuit. L'objectif est que tous les jeunes qui seront sélectionnés, puissent



bénéficier d'insertion professionnelle. Les formations sont prévues pour s'achever le 31 décembre prochain ».



Mamadou Touré, ministre de la Jeunesse, le 26 juin 2023.

« Le PJ-Gouv est une réalité. Il est en marche ».

s'articuler autour de cinq axes stratégiques. Notamment, la lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du Nord, l'amélioration des conditions d'études au primaire, au secondaire et au supérieur, l'amélioration des conditions de vie des ménages, l'insertion professionnelle des jeunes et le service civique, et enfin, la couverture sociale des populations fragiles ».

« Le Président Alassane Ouattara veut donner un véritable avenir à notre pays, à travers sa jeunesse. C'est pourquoi, il a décrété l'année 2023 année de la jeunesse, car elle est l'avenir d'une nation. Le gouvernement a lancé ce grand Programme PJ Gouv sur trois ans, afin que la majorité des jeunes puisse s'insérer dans la vie professionnelle et bénéficier d'une vie décente. C'est un engagement sans précédent pour la jeunesse de notre nation. C'est la preuve d'une Côte d'Ivoire solidaire ».

« Toute la jeunesse ivoirienne doit se sentir concernée par cet appel du Président de la République ».

Des Hommes en action

Marina Nobout Matio

Promotrice de constructions écologiques



En Côte d'Ivoire, Marina Matio Nobout est une référence quand on parle de constructions écologiques, de villes durables avec des logements accessibles et respectueux de l'environnement.

Cette ingénieure commerciale est à la tête d'OHÉL International, une entreprise qui utilise une technique de construction à base de Blocs de Terre

Comprimée et Stabilisée (BTCS). Le BTCS est un matériau local composé de terre, de sable et de ciment. Son utilisation permet d'économiser 30% sur les gros œuvres. Une expertise développée grâce à un transfert de compétences.

Femme de caractère, elle a dû se battre contre les préjugés qui assimilaient ce matériau mal connu au banco. Renvoyant les constructions en BTCS aux vieux logis de nos aïeux, c'est-à-dire des maisons pour nos villages. Mais pierre après pierre, la réputation du BTCS se construit. Avec des arguments solides et dans l'air du temps. Il est écologique, économique avec une bonne régulation thermique, moins d'émission de CO² que les matériaux classiques. Permettant ainsi de lutter contre le réchauffement climatique.

Des complexes hôteliers, des écoles, des hôpitaux, des logements d'infirmiers, d'enseignants et des résidences privées sont sortis de terre. D'importantes réalisations ont été faites en partenariat avec l'Assemblée des régions et districts de Côte d'Ivoire (ARDCI).

Pour elle, le BTCS a tout pour être le matériau du futur. Surtout dans les pays confrontés à un déficit de logements.

Cette femme, entrepreneure et dynamique a reçu plusieurs distinctions dont le prix international de Marrakech pour l'écologie et le développement durable, décerné par le Forum maghrébin pour l'environnement et le développement durable, en marge des travaux de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP22).

Aujourd'hui, l'entreprise est présente sur plusieurs marchés. Elle a des représentations au Bénin, en Centrafrique et en Guinée Bissau.

Abé Valère Edi

Du manioc au bio-carburant

Abé Valère Edi est l'un des premiers chercheurs en Côte d'Ivoire à produire du bioéthanol à partir du manioc. En novembre 2020, avec Frédérik N'Dia, il co-fonde Edindia Industry, une société spécialisée dans la transformation du manioc et ses sous-produits en biocarburant, farine, biocombustible pour une cuisson propre. Cette société emploie 10 personnes et produit actuellement 10 000 litres par an. La production atteindra 500 000 litres d'ici janvier 2024 grâce au partenariat signé récemment avec la Fondation GAIA des États-Unis.

Ce jeune Ivoirien vient d'être recruté par la Fondation Friedrich Naumann pour faire partie de ses experts en transition énergétique. Avec d'autres experts, Valère Abé Edi travaillera sur la décarbonisation et la sécurité énergétique.

Très actif, l'expert enchaîne les projets. Il travaille sur la production d'électricité et d'énergie de cuisson à partir de biogaz issu des déchets liquides de manioc dans les localités de Bocanda et d'Akoupé. Un projet financé par le gouvernement, le Fonds vert climat et la SIR. On le retrouve aux côtés des agents de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (Anader) et des groupements de femmes transformatrices de manioc pour des formations à la valorisation des déchets de manioc dans le cadre du Programme Social du gouvernement (PSGouv).

De nombreux prix parsèment son parcours : le 1er Prix Falling Walls Lab Abidjan 2021, le Prix du meilleur jeune chimiste au monde en 2022 décerné par Food Science Alliancy UK, le 2e prix recherche et innovation CEDEAO FARI à Abuja, le Prix du meilleur entrepreneur énergie et économie verte de la CGECI... Distinction après distinction, il continue sa montée en première ligne pour la défense de la planète.



À 33 ans, Abé Valère Edi a-t-il du temps pour autre chose ? L'expert consultant pratique le Viet Vo Dao et est un passionné de l'Africa Sport. Il ne rate aucun match ! Sûrement que dans les couleurs de son équipe, il trouve le rouge pour le carton à donner aux activités polluantes et le vert pour tous les écogestes qui permettront à la planète de respirer à plein poumon pour la bonne santé de tous les « Terriens » quelle que soit leur équipe de cœur.



Fatim Cissé

Au nom de l'intelligence artificielle

Fatim Cissé est la première Ivoirienne à obtenir l'Executive Program en Intelligence Artificielle (IA) de la Singularity University située sur le campus de la Nasa en 2019. Un diplôme qui classe définitivement la jeune femme dans le cercle des Africaines qui ont un rôle important à jouer dans le développement du continent. Elle est de la race des femmes qui guérissent le monde de ses préjugés.

En 2019 et 2020, l'experte en intelligence artificielle fait partie des éditions du Who's Who in Côte d'Ivoire, la liste des personnes qui incarnent l'excellence en Côte d'Ivoire.

Après ses études secondaires en Côte d'Ivoire, elle rejoint le Canada où elle obtient un Master en ressources humaines et management à HEC Montréal en 2010. Elle décroche ensuite un diplôme en management de la Harvard Business School en 2016.

De retour en Côte d'Ivoire, Fatim Cissé est directrice des ressources humaines d'une entreprise de la place avant de créer en 2018 DUX, une société spécialisée dans les TIC et l'IA. Dux facilite l'accès des sociétés africaines à des services numériques. Elle propose aussi des formations dans les domaines de l'intelligence artificielle, la cybersécurité, le big data et la data science, ainsi que des formations sur-mesure destinées aux entreprises. En 2020, elle est nommée directrice de IHS Towers Côte d'Ivoire.

« L'IA est la solution pour nous permettre d'atteindre nos objectifs de développement durable en termes d'éducation, de santé, d'égalité des chances, d'urbanisation, etc. », dit-elle, sûre que l'intelligence artificielle pourrait participer efficacement au développement du continent africain.

Fatim Cissé à quarante ans, prépare méthodiquement les organisations africaines à la 4^e révolution industrielle.

En août 2019, cette crack de l'informatique reçoit la médaille de Chevalier dans l'Ordre national. Elle a reçu le Prix de l'Innovation décerné par TV5 Monde Afrique et la société ONYX, en avril 2022 à Monaco. Des distinctions parmi tant d'autres comme autant de perles qui illumineront la couronne posée sur la tête d'une femme à l'esprit brillant.

Jacques-Olivier N'Guessan Koffi

Entrepreneur en quête de deals verts

Il a la sérénité des personnes convaincues de la justesse du chemin et de la nécessité de chaque pas posé. Sûr que le temps qui passe donnera raison à leur vision. Jacques Olivier N'Guessan Koffi est un jeune entrepreneur ivoirien qui a bâti son business sur l'économie circulaire. Né en 1997 dans la région de Bocanda au Centre-Est de la Côte d'Ivoire, ce fils de paysans est lui-même passionné d'agriculture. Il sait la valeur de la terre et combien l'équilibre de la nature est précieux.

Après le BAC, il abandonne très vite ses études en Science de Gestion des Entreprises entamées dans une université privée d'Abidjan et crée l'entreprise « The Yaletite Entreprise Group of Côte d'Ivoire » (TYEGRO-CI) en quête de deals écologiques. Avec son équipe, il a mis au point le Yal-char, un charbon fabriqué à partir de déchets agricoles (peau de manioc, de banane, feuilles et tiges de maïs...). Le Yal-char n'émet pas de fumée, produit moins de gaz à effet de serre et est plus résistant à la combustion que le charbon de bois. Du charbon vert pour que la forêt ne broie plus du noir.

Il est aussi à l'origine du cuir végétal obtenu avec des feuilles d'ananas. Une innovation majeure. Ce cuir très résistant permet de fabriquer des chaussures, des sièges de véhicules, des sacs etc. Des solutions concrètes qui hissent l'entreprise TYEGRO-CI à l'avant-garde du combat pour la protection de l'environnement.

En 2022, il a gagné le concours Jeunes Mansa en Côte d'Ivoire et remporté 100 millions de FCFA. A 26 ans, Jacques Olivier n'est pas à son premier sacre. C'est un habitué des podiums du mérite.

En effet, les distinctions fleurissent son parcours : «The Anzisha Prize», «African Leadership



Academy (ALA)”, le «Prix du Meilleur Jeune Entrepreneur Agricole en 2016”, le prix du meilleur entrepreneur masculin de la 3e édition des Awards des jeunes entrepreneurs de Côte d'Ivoire, dénommée Wecanda.

Grâce à l'ingéniosité de son boss, TYEGRO-CI est en plein essor, avec de belles perspectives. L'entreprise emploie déjà des dizaines de personnes.

A la manœuvre, Jacques Olivier est heureux de contribuer à l'équilibre de l'environnement par des actions concrètes.

Séfora Kodjo

Symbole de la sororité gagnante

Si vous ne vous fiez qu'à sa silhouette, vous passerez à côté d'une femme forte. Séfora Kodjo est une activiste farouche qui a pris très tôt conscience de la nécessité de renforcer le leadership féminin pour l'autonomisation de la femme.

La jeune trentenaire est présidente du conseil d'administration de la Fondation Sephis et directrice générale du groupe Sephis. La Fondation Sephis œuvre pour l'éducation et la formation des jeunes, notamment, des jeunes femmes en leadership.

Séfora Kodjo est titulaire d'un Bachelor en administration des affaires et d'un master en études de développement. Elle a suivi de nombreuses formations complémentaires sur les questions de paix et de sécurité, les questions de diplomatie préventive et la gestion stratégique des projets. La jeune femme a été sélectionnée par le Programme Young African Leaders Initiative (YALI) initié par le Président américain Barack Obama. Elle exhorte les femmes à s'imposer par leurs compétences et non attendre et occuper des places qu'on veut bien leur concéder. Les arguments et la conviction manquent le moins à cette femme à la tête bien pleine.

Cette activiste ivoirienne a fait de l'indépendance économique, la pierre angulaire de son engagement. Elle initie plusieurs programmes de formation pour permettre aux femmes de s'assumer. Elle a choisi de mettre un accent particulier sur la formation et l'accompagnement des femmes cheffes d'entreprise et des femmes entrepreneures.

En 2018, son programme African Women of the Future (AWF) a été reconnu par l'Union africaine



comme l'une des 50 meilleures initiatives en matière d'éducation sur le continent africain. « Séfora Kodjo aide la prochaine génération de femmes dirigeantes en Afrique à s'élever », ce tweet de l'ancien Président des Etats-Unis, Barack Obama, daté du 08 mars 2019, a valeur de certification.

Avec le soutien de plusieurs partenaires au développement, ce sont plus de 10 000 femmes qui ont bénéficié de ses actions. Et pour toutes ces femmes, Séfora Kodjo est le symbole de la sororité gagnante.

Daouda Konaté

La Côte d'Ivoire à la tête de l'Organisation Météorologique Mondiale

L'Ivoirien Daouda Konaté, Directeur de la Météorologie Nationale à la SODEXAM, a été élu le jeudi 1er juin 2023, au poste de 1er Vice-Président de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), au cours du 19ème Congrès de l'organisation à Genève.

Directeur du Service national de météorologie et Représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès de l'OMM depuis février 2012, il est par ailleurs Président du Conseil régional Afrique de l'Organisation météorologique mondiale et Membre du Conseil exécutif de l'OMM. Diplômé de l'École Nationale de Météorologie de Toulouse (France), il est également titulaire de deux maîtrises en physique et en économie obtenus à l'Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan, d'un MBA en gestion et administration des affaires et de diplômes en « négociations bilatérales et multilatérales : stratégies et techniques » et « Leadership » des Nations Unies. Il est responsable de la mise en œuvre du programme météorologique de la CEDEAO et du développement de la coopération avec d'autres agences et sous-régions.

Avec cette élection, Daouda Konaté devient le premier Africain à occuper ce prestigieux poste. Son mandat court sur la période 2024 - 2027.

Il aura pour tâche d'assister le Président de l'OMM dans l'implémentation des politiques basées sur l'agenda global (Accords de Paris, Initiative d'Alertes Précoces, Sendai Framework... Daouda Konaté s'est engagé à œuvrer au service de l'ensemble des pays membres de l'OMM en les accompagnant à fournir des informations



météorologiques et climatiques de qualité, utiles à tous les services socio-économiques, afin de réduire l'impact des catastrophes naturelles liées au changement climatique.

Cette élection contribue grandement à la réalisation de l'ambition stratégique de la SODEXAM, qui est de se positionner comme le leader de la sous-région en matière de météorologie, de navigation aérienne et de médecine aéroportuaire et aéronautique.

Lucarne

L'Office National de la Protection Civile **Protéger et assister la population face aux risques et catastrophes de toute nature**

Près de 50 000 interventions ont été réalisées par l'Office National de la Protection Civile (ONPC) en 2022, a affirmé le directeur général de cette structure, le préfet hors grade, Gabin Kassi Amankou.

Il intervenait au cours de la tribune d'échanges et d'information du Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG), dénommée «Tout savoir sur» (TSS), le mardi 04 avril 2023 à Abidjan.

« En matière d'opérations de secours, l'ONPC assure l'organisation et la coordination des activités de secours d'urgence en cas d'accident, de sinistre, de catastrophe naturelle et technologique. En 2022, près de 50 000 interventions ont été réalisées par le GSPM (plus de 38 000) et plus de 16 000 par les pompiers civils dans les 30 Centres de secours d'urgence », a indiqué le directeur général de l'ONPC.

Ces interventions qui portent sur les accidents de la circulation, les incendies, l'assistance à personne, la pollution etc. ont été rendues possibles grâce à 4 000 agents, composés de pompiers militaires et de pompiers civils.

Selon le conférencier, sur la même période, plus de 650 évènements ont été signalés sur l'ensemble du territoire à l'occasion de la saison des pluies. Il s'agit notamment, d'inondations d'habitations et de voirie, de montée des eaux, de glissements de terrains, d'éboulements, de destructions d'infrastructures et de biens privés, etc.

En prenant en main les questions liées à la protection civile, le gouvernement apporte constamment des réponses aux attentes légitimes des populations, a-t-il assuré.

Rappelant que la SODEXAM projette des cumuls saisonniers excédentaires en Côte d'Ivoire pour la période de mars-avril-mai-juin 2023, Gabin Kassi Amankou a fait savoir que l'ONPC a mis en place une stratégie, en vue de répondre efficacement



Gabin Kassi Amankou, Directeur Général de l'ONPC

à cette situation. Une phase de prévention et de préparation avant les pluies, une phase dite de réponse opérationnelle ou d'interventions qui se situe pendant les pluies. Enfin, une phase post-crise qui intervient après les pluies.

Le directeur général a déploré les décès de 25 personnes dont 19 dans le grand Abidjan et 06 à l'intérieur du pays à l'occasion des saisons de pluies 2022. Avant d'indiquer que des actions de sensibilisation seront renforcées afin d'éviter ces drames en 2023.

Il a exhorté les populations à quitter les zones à risque et à collaborer avec les services de secours pour préserver leur vie.

Le Centre National de Transfusion Sanguine

La disponibilité des poches de sang en Côte d'Ivoire

Le gouvernement ivoirien, dans l'objectif de couvrir entièrement les besoins du pays estimés à 250 000 unités de poches de sang par an, a alloué en février 2022 un budget additionnel de 5 milliards de FCFA au Centre national de Transfusion sanguine de Côte d'Ivoire (CNTS-CI) qui lui a permis, au 31 décembre 2022, de prélever 214 000 poches de sang provenant de 80 000 donneurs et de distribuer aux hôpitaux 245 000 produits sanguins.

Ces chiffres sont du directeur général du CNTS-CI, Dr Seidou Konaté. A la tête de l'opérateur unique en charge de l'activité transfusionnelle en Côte d'Ivoire, il déclarait lors de la tribune d'échanges hebdomadaires du CICG, avec la presse et la société civile, la hausse de la capacité de production du Centre qui ne produisait à fin 2021 que 160 000 poches de sang, soit un taux actuel de 80% presque et un bond d'environ 30% fait en l'espace de deux ans.

Il a rappelé que la poche de sang dont le prix a été uniformisé par le gouvernement, est cédée à 3 000 FCFA tant dans les établissements sanitaires publics que privés.

«Pour 2023, l'objectif de prélèvement minimum est de 250 000 poches de sang. Au 31 mai 2023, ce sont un total de 91 000 poches de sang que le CNTS-CI a prélevées», a ajouté le DG du CNTS.

Grâce à la mobilisation de tous, a-t-il poursuivi, nous commençons à observer une



Dr Seidou Konaté, Directeur Général du CNTS-CI

remontée des prélèvements de sang avec une moyenne de prélèvement mensuel de 20 000 poches : «Toutefois, la mobilisation doit être renforcée davantage car les besoins réels sont de 22 000 poches de sang par mois. Cet objectif ne pourra être atteint qu'avec la participation de tous et de façon régulière tous les trois mois».

Les efforts du gouvernement ont permis de financer l'achat d'intrants (poches à sang, réactifs de dépistage et de confirmation), d'investir dans l'acquisition de véhicules de collecte mobile de sang,

d'équipements de prélèvement, de laboratoires, de froid et de conservation, mais également dans la réhabilitation des bâtiments des structures de production.

À ce jour, sur l'ensemble du territoire national, ce sont 27 structures transfusionnelles dont cinq Centres régionaux de Transfusion sanguine, 17 Centres départementaux de Transfusion sanguine et cinq sites de prélèvement) qui mènent les activités de prélèvements, de qualifications biologiques, de préparations, de stockages, de distributions et de conseils transfusionnels.

Le Compendium des Compétences Féminines de Côte d'Ivoire (COCOFCI) Au centre de la valorisation des compétences féminines



La ministre Euphrasie Kouassi Yao,
Coordinatrice du COCOFCI

La ministre Euphrasie Kouassi Yao, coordinatrice du Compendium des Compétences Féminines de Côte d'Ivoire (COCOFCI), a invité les femmes à y adhérer gratuitement, au cours de la conférence de presse dédiée à la promotion du genre. En effet, le 28 mars 2023, le CIGC organisait un « Tout Savoir Sur » le Compendium des Compétences Féminines de Côte d'Ivoire (COCOFCI).

Euphrasie Kouassi Yao, par ailleurs conseillère spéciale du Premier Ministre chargée du Genre, a présenté le Compendium comme un modèle inspirant et impactant en Côte d'Ivoire, en Afrique et dans le monde, une dizaine d'années après son lancement.

«Le Compendium n'est pas qu'un simple réseau de femmes. Ce n'est pas qu'une simple base de données. C'est un programme de développement qui continue de faire ses preuves depuis une décennie, un vaste mouvement de transformation politique, économique et sociale qui s'appuie sur des outils parmi lesquels figurent la formation de nos membres et le réseautage sur lequel nous mettons un accent particulier», a expliqué Euphrasie Kouassi Yao.

Applaudi et apprécié par les organisations internationales et les agences du système des Nations Unies comme l'UNICEF, le PNUD, ONU-FEMMES, ou encore par des institutions présentes en Afrique telle que l'Union Africaine, le COCOFCI, a poursuivi sa coordinatrice, a été déclaré, par le PNUD, à Addis-Abeba, en 2018, meilleur programme africain de valorisation des compétences féminines.

L'objectif actuel du Compendium, a-t-elle ajouté, c'est de continuer à partager cette expérience avec tous les pays d'Afrique et du monde entier, comme l'a vivement souhaité l'Union Africaine par le biais de son ambassadrice et envoyée spéciale en Côte d'Ivoire chargée de la paix et la sécurité.

Pour finir, Euphrasie Kouassi Yao a fait savoir qu'une étude réalisée par le cabinet Évaluation Externe sur un échantillon de 378 femmes inscrites au Compendium a montré l'impact positif du programme sur elles. Selon elle, il ressort des résultats que pour les femmes, le Compendium des Compétences Féminines de Côte d'Ivoire participe fortement à la promotion du Leadership féminin en renforçant la visibilité de leurs compétences (97,5%), leurs capacités en matière de leadership (96%), et surtout leur participation politique (96%).

À l'en croire, 93% des femmes qui participent aux activités du Programme affirment que le Compendium a eu un impact positif sur leur développement personnel et sur leur leadership. Aussi, 90% des femmes pensent que le Compendium les encourage à participer aux débats sur la valorisation des compétences féminines. Les résultats révèlent, par ailleurs, que le Compendium promeut l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

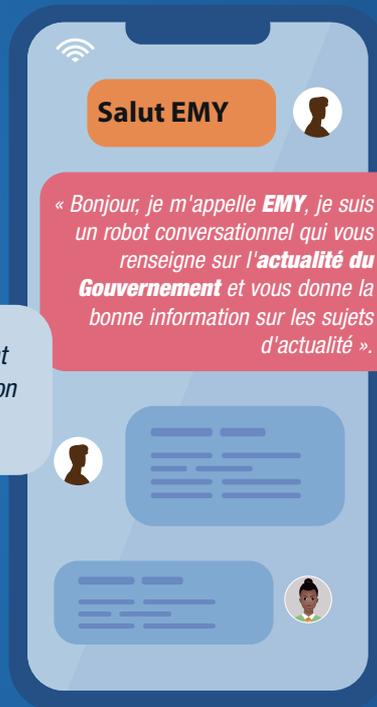
De plus, le COCOFCI a joué un rôle prépondérant dans l'augmentation du nombre de femmes candidates aux législatives. « Grâce au programme, nous sommes passées de 105 candidates en 2011 (soit 10,56%) à 328 candidates en 2016 (soit 12,27%) puis à 452 en 2021 (soit 14,54%) », s'est-elle réjouie.

Pour adhérer au Compendium, les femmes sont invitées à s'inscrire sur www.competencesfeminines.gouv.ci ou www.competencesfeminines.org.

Chatbot officiel du Gouvernement de Côte d'Ivoire



SALUT EMY, Quelles sont les 10 priorités de l'action gouvernementale ?



Emy est disponible sur Facebook et sur WhatsApp

 @gouvci.official

 +225 07 87 36 36 36

À la loupe

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE SANTÉ

PIERRE N'GOU DIMBA

Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie civil, il débute sa carrière en 1991 à la Direction des routes en qualité de chargé d'études routières, voirie et réseaux divers. Il devient, 1997, le chef des projets urbains dans le Département Transport et Télécommunications du Bureau National d'Études Techniques et de Développement (BNETD). En reconnaissance de ses qualités et de ses compétences, il occupe plusieurs postes de responsabilités, notamment Coordonnateur de plusieurs programmes et projets, de 1997 à 2016. Son dernier poste en date est celui de Directeur Général de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), en 2017. Pierre N'Gou Dimba entre au gouvernement, le 06 avril 2021, en qualité de ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle.

Quels sont les efforts pour rapprocher davantage les hôpitaux publics des populations ?

Un des objectifs du Gouvernement est d'améliorer l'accessibilité physique et sociale aux soins dans les programmes hospitaliers. En plus des hôpitaux construits, il y a un réseau de soins de proximité USPC qui seront construits. Pour 2022, c'est plus de 70 USPC et plusieurs établissements de proximités qui ont été réhabilités. Aujourd'hui, 70% de la population se situe à moins de 5km d'un hôpital. Pour les zones difficiles d'accès, nous poursuivons les efforts avec la télé médecine, et les camions mobiles qui peuvent se déplacer dans certaines zones pour apporter des soins mobiles.

Quelle est la politique de suivi des entretiens des équipements dans les nouveaux hôpitaux ?

Pour construire les CHR, l'État consent des montants importants. Le minimum pour un CHR, c'est entre 20 et 30 milliards. Alors, il importe d'implémenter une véritable politique d'entretien. Il faut savoir que les différents hôpitaux sont sous contrat de maintenance par les entreprises qui les ont construits pour une durée de 7 ans. L'état a mis en place des budgets en vue de faire face aux travaux d'entretien. Mieux, nous formons des jeunes et des entreprises locales afin d'assurer la maintenance de la totalité des hôpitaux de Côte d'Ivoire.

Pouvez-vous nous en dire plus sur les pôles sanitaires ?

Pour une maladie grave, un malade pouvait quitter le nord du pays pour Abidjan, avant de bénéficier des soins. Les pôles régionaux d'excellence visent à assurer la disponibilité des soins, de façon uniforme sur tout le territoire à travers 10 pôles, notamment à Odienné, Korhogo, Bondoukou, Bouaké, Man, Abengourou, Yamoussoukro et San Pédro. De sorte que sur un rayon de 200 km, on puisse avoir un pôle sanitaire pour prendre en charge les malades. Le pôle de Yamoussoukro a été mis en marche lorsqu'il y a eu un accident de plus de 102 blessés qui ont été soignés sans être référé à Abidjan.

La CMU est-elle obligatoire dans tous les centres de santé ?

La CMU est obligatoire pour



Pierre N'gou Dimba, Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle

tout citoyen en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, plus de la moitié de nos établissements reçoivent les patients CMU. 4% des consultations que nous faisons sont des consultations CMU. Nous sommes passés de 700 à 1300 établissements conventionnés afin de soigner les malades partout en Côte d'Ivoire, car c'est l'objectif. Cela nécessite des équipements qui peuvent lire les cartes biométriques et c'est ce travail qui est en cours. Nous allons renforcer la sensibilisation pour un enrôlement massif car seulement 13 % de la population est enrôlée et c'est encore faible.

La CMU est obligatoire pour tout citoyen en Côte d'Ivoire.

Une poche de sang, coûte désormais 3000 FCFA en Côte d'Ivoire. Pourquoi cette décision ?

La poche de sang était vendue à 20.000 et 25.000 en Côte d'Ivoire. Des femmes mourraient car il n'y avait pas de poches de sang pour leur sauver la vie. J'ai moi-même déjà été interpellé

pour trouver du sang. Nous avons pris la décision de présenter en Conseil de Ministre une proposition pour accroître le budget, afin non seulement d'augmenter la quantité de sang produite mais également de ramener le prix de la poche de sang à 3000 au public, comme au privé. Aussi, avons-nous mis en place la digitalisation pour tracer les poches de sang depuis les donneurs jusqu'aux utilisateurs. La distribution s'est accrue de plus de 38% en une année.

La livraison des poches de sang par drone est-elle effective ?

Oui, la première station est

II À L'OUVRAGE

à Daloa et elle est effective. Les poches de sang peuvent être livrées par drone, dans un rayon de 150 km. Les médicaments également. Ce projet sera étendu sur l'ensemble du territoire.

A quoi répondent les nombreuses campagnes de vaccination contre la COVID-19 ?

Quand nous avons commencé, le vaccin était un axe fort du plan de riposte qui a été adopté par la Côte d'Ivoire et selon l'OMS, pour être à l'abri d'une contamination éventuelle. Même s'il y a de nouveau variant, aujourd'hui grâce aux efforts fournis, nous sommes à 43% de la population, vaccinée. Nous avons administré près de 27 millions de doses et l'objectif est d'atteindre les 70% de la population.

Quelle politique est mise en œuvre pour la prise en charge



des enfants atteints de cancer et de l'insuffisance rénale ?

L'état investit en Côte d'Ivoire. En plus des centres qui existent, au Chu de Treichville, l'état a construit le Centre de Radiothérapie Alassane Ouattara, qui est très bien équipé et qui fait du bon travail. L'état a également pris

la mesure de prendre en charge l'insuffisance rénale chez les adultes. La dialyse des adultes et des enfants est à 1700 francs. En outre, le nouveau CHR de Man est bien équipé pour prendre en charge les cas d'insuffisance rénale. Nous œuvrons pour réduire la liste d'attente des dialyses.

“ MOT DE LA FIN

Nous attendons l'implication de nos populations ; la plupart des préoccupations sont liées à l'accueil, sur les mesures prises et le comportement de certains de nos agents. Certes nos services sont à pied d'œuvre pour assurer le contrôle sur le terrain afin que les choses s'améliorent. Mais le meilleur contrôle ne peut être fait que par le patient lui-même, étant au contact de nos établissements chaque jour. Nos canaux et portes sont ouverts pour un système de santé plus résilient. J'ai été très heureux de participer à cet exercice pour répondre aux questions sur notre système commun et annoncer les grandes mesures prises par le gouvernement pour rendre accessible les soins de santé à un plus grand nombre, même pour les populations les plus reculées.



ACQUIS, DÉFIS ET REFORMES DANS LA GESTION DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES EN CÔTE D'IVOIRE

SIDI TIÉMOKO TOURÉ

Ministre des Ressources Animales et Halieutiques

Titulaire d'un master en management et administration des entreprises et d'un master en Marketing et Communication, il est également certifié du MUST des Hautes Études Commerciales (HEC) et du Centre d'Étude Diplomatique et Stratégique (CEDS) de Paris. En 2006, il est nommé chef de cabinet de Alassane Ouattara alors Président du Rassemblement des Républicains, jusqu'en 2011. À la suite de l'accession d'Alassane Ouattara à la magistrature suprême en 2011, Sidi Tiémoko Touré est nommé Chef de cabinet du Président de la République. Il fait son entrée dans le gouvernement en qualité de ministre délégué auprès du Président de la République, en mai 2015. Du poste de ministre de la Jeunesse en 2016 à celui de la Communication en 2018, il est, depuis le 6 avril 2021, ministre des Ressources Animales et Halieutiques dans le premier gouvernement de Patrick Achi.

Quelle est la démarche du Gouvernement en faveur de l'autosuffisance en ressources animales et halieutiques ?

Réduire notre dépendance vis-à-vis de l'importation massive que nous pouvons constater depuis des années est notre mission. Les différentes crises successives que nous avons connues, ont fait comprendre la nécessité d'aménager un dispositif structurant de production locale pour nous permettre d'être indépendant des pressions spécifiques extérieures. L'essentielle de notre production animalière vient du Mali, de la Guinée et du Burkina Faso. Mais du fait que ces pays sont en crise, les circuits d'approvisionnement sont fortement perturbés. Nous n'avons de choix que de nous orienter dans la production interne, ce qui justifie la formulation de notre politique pour adresser le développement de production

La Côte d'Ivoire travaille à sa souveraineté alimentaire.

animale ou le développement de la production aquacole. La Côte d'Ivoire ne produit que 18% de sa consommation de poisson estimée à 600.000 tonnes ; c'est-à-dire 110 000 ou 115 000 tonnes. Ceci n'est pas acceptable dans un pays où le poisson braisé est dans l'assiette de tout le monde. En début d'année le premier ministre Patrick Achi a annoncé une très grosse initiative qui est le plan de transformation de l'aquaculture en Côte d'Ivoire, avec pour ambition de nous retrouver en

posture d'exportation à l'internationale, à l'horizon 2030. Sur le poulet nous couvrons près de 90% de ce que nous consommons annuellement et sur les œufs de poulet, nous produisons 120% de ce que nous consommons donc il y a de la marge. Mais c'est un secteur qui a de l'avenir donc nous encourageons les Ivoiriens à y rentrer. Nous ne couvrons que 45% toute spéculation comprise de notre production animale pourtant nous aimons consommer la viande. Ce secteur n'est pas suffisamment exploité car l'ivoirien n'a pas la culture de l'élevage. Nous avons décidé en 2023 de réhabiliter l'ensemble de nos projets structurants des différents ranchs et stations, pour pallier cette situation. Nous travaillons à changer la mentalité des Ivoiriens, sur la question.



Sidi Tiémoko TOURÉ, Ministre des Ressources
Animales et Halieutiques

Quel est l'état d'exécution du Programme Stratégique de transformation de l'aquaculture en Côte d'Ivoire (PSTACI), un an après son lancement ?

Le PSTACI n'adresse pas que la production mais toute la chaîne de valeur d'un développement cohérent avec notre écosystème. Le programme produit tellement d'alevins que nous sommes en train de voir comment diffuser ces alevins sur le territoire national. L'enjeu n'était pas la production, mais avoir des intrants de qualité. Toute la chaîne de distribution a besoin d'être conçue car c'est un écosystème qui est vierge. Il existe des opérateurs, mais pas assez d'opérateurs. Le gouvernement installe le véhicule et met les mécanismes en place. C'est aux Ivoiriens de s'investir.

Quels sont les programmes opérationnels pour accompagner les jeunes entrepreneurs dans la pêche et l'élevage ?

En Côte d'Ivoire, avant le PSTACI dont nous avons parlé plus haut, nous avons plusieurs programmes comme Le Programme d'Appui à la Production avicole Nationale (PAPAN) avec pour mission d'installer les jeunes qui ont des projets bien structurés dans le cadre du développement de la chaîne avicole. Le Projet d'Appui au Développement de l'Élevage en Côte d'Ivoire (PADECI), dont l'objet était l'accompagnement et l'installation de jeunes qui s'intéresseraient à l'élevage des bovins ou ovins. Nous avons également le PIJACI, qui accompagne les femmes qui veulent s'investir dans l'élevage. En ce qui concerne

la pêche, dans le cadre du PSGOUV, notre département a mis à la disposition des pêcheurs des outils qui permettent de réaliser leurs activités de pêche, que ce soit sur le lac de Buyo ou toute autre surface où se trouve les eaux en matière de pêche nationale.

Quelles sont les dispositions du gouvernement pour le développement de la filière laitière ?

Le problème que nous avons au niveau national, c'est que la production laitière est très faible. 86% des produits laitiers que nous consommons en Côte d'Ivoire, sont importés. C'est la raison pour laquelle le Président de la République a décidé de mettre les ressources à notre disposition et d'engager un programme

cohérent d'appui dans la formulation d'un dispositif qui permettrait d'améliorer la production nationale afin de qualifier au mieux les produits laitiers que nous produisons. Avec les améliorations et les croisements, cette capacité de lait pourrait évoluer jusqu'à 30 voire 45 litres, selon les types de croisements qui seront faits. D'ici l'année prochaine, nous espérons des résultats.

Quelles sont les mesures prises pour le renforcement de la surveillance des maladies animales ainsi que la lutte contre les maladies endémiques ?

Nous avons procédé à la création de 23 projets structurants cette année et avons mis en place le projet pro maladie qui permet d'avoir une meilleure visibilité en termes de suivi et d'alerte sur toute maladie endémique qui pourrait subvenir. Ce projet trouve sa pertinence

en cela que même quand nous sommes informés de l'existence d'une maladie, elle peut survenir et survient à tous les coups car les vecteurs d'émission de cette maladie sont présents dans nos quotidiens. A titre d'exemple, la grippe aviaire qui est le fait d'oiseaux migrateurs qui volent de continent en continent, sans barrière ou frontière et qui se posent dans les fermes. Si ces oiseaux sont malades, ils contaminent automatiquement les volailles qui sont dans les fermes où ils se posent. C'est pourquoi chaque année, nous avons une crise de grippe aviaire et cela concerne tous les pays. Il importe de retenir que nos services vétérinaires sont suffisamment outillés et préparés pour faire face à toutes les crises qui pourraient subvenir sur notre territoire et c'est une veille permanente.

À l'échelle nationale, comment la Côte d'Ivoire se protège-t-elle de la pêche illégale ?

La Côte d'Ivoire sait se protéger de la pêche illégale. Nous avons un centre de surveillance de la pêche qui a une couverture satellitaire de nos eaux marines afin d'identifier toute opération quelconque non conforme ou non annoncée, dans les zones non prévues en matière de pêche ou de trafic quelconque. Nous ne sommes pas seul dans cette lutte car ce travail se fait en inter ministérialité, avec le ministère de la défense qui est le ministère tutélaire de la marine.

Quelles sont les structures de formation disponibles pour la jeunesse qui exerce dans le milieu des fermes avicoles ?

Notre département dispose de différentes infrastructures de formation à l'intérieur du pays et à Bingerville. Ces structures sont spécialisées en aviculture, en héliiculture et aquaculture. Toutes ces spécialisations se retrouvent à l'Institut National de la Formation Agricole, cotutelle avec le ministère d'état et de l'agriculture et le MIRAH. Dans le cadre des 23 projets que nous avons lancés cette année et qui sont opérationnels, il est question d'avoir sur les différents ranchs et stations où se dérouleront la mise en œuvre de nos différentes politiques, un dispositif cohérent et d'accompagnement pour ceux qui veulent s'investir dans le domaine des ressources animales et halieutiques.

MOT DE LA FIN

Au-delà des apparences, nous pouvons assurer aux consommateurs en Côte d'Ivoire, que les produits peuvent être garantis, sains de toute maladie car les services vétérinaires effectuent un travail remarquable. Nous menons également des campagnes d'informations sur les bonnes pratiques afin d'éviter la contamination des denrées animales. Rassurez-vous, les produits sont de bonne qualité. Quant aux jeunes, l'essentiel de nos programmes consolidés dans le cadre jeunesse du gouvernement adresse ces problématiques dans les régions spécifiques. La spécificité de notre département ministériel est que nous nous adressons aux jeunes qui sont en milieu rural. Nous avons des représentations dans tous les départements de la Côte d'Ivoire, en plus d'avoir des directeurs départementaux et régionaux, nous sommes présents partout.

LE SECTEUR TOURISTIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

SIANDOU FOFANA

Ministre du Tourisme et des Loisirs

Titulaire d'un Doctorat en Finance Internationale et d'un 3ème cycle en Ingénierie d'affaires et Négocier International à l'Institut Supérieur de Commerce de Paris, il est également diplômé d'Études Financières et Comptables de l'Institut National des Techniques économiques et Comptables de Paris. Siandou Fofana totalise plusieurs années d'expériences dans les domaines du développement des infrastructures routières. En septembre 2009, il est nommé Directeur général du Fonds d'Entretien Routier (FER). Une structure spécialisée ayant pour principale mission l'entretien du réseau routier. En 2017, Siandou Fofana fait son entrée au gouvernement en qualité de ministre du Tourisme. Il devient ministre du Tourisme et des Loisirs, en 2018. Il a été reconduit dans cette fonction au sein du gouvernement du Premier Ministre Patrick Achi, le 6 avril 2021.

Quel est l'état des lieux, du secteur touristique en Côte d'Ivoire ?

Aujourd'hui, nous travaillons avec plusieurs ministères en charge de l'image du pays, notamment le ministère de la communication et le ministère des affaires étrangères, au country Branding, à l'effet d'instaurer une nouvelle vision sur la destination CI. Ceci, sous l'égide éclairée du Président de la République, avec la supervision du Premier Ministre. Nous entreprenons plusieurs actions afin de positionner la Côte d'Ivoire, comme une destination phare en Afrique. Ces actions notables ont permis d'atteindre 65% de réalisations d'infrastructures hôtelières augmentant notre capacité hôtelière de 2200 à 4350 hôtels aujourd'hui, nous positionnant

donc avec un peu plus de 64000 lits. Avec l'ensemble des appartements meublés et résidences hôtelières, la capacité de lit avoisine 84.000 lits. Par ailleurs, nous comptons également un peu plus de 4000 restaurants, là où nous avons à peine 2000 restaurants. Dans un tel contexte, c'est dire que la stratégie « Sublime Côte d'Ivoire » fait des avancées et permet de mobiliser tous les acteurs pour les inscrire dans la démarche visant à faire de notre pays la 5ème destination touristique de notre continent.

À quel stade de réalisation êtes-vous dans le cadre des chantiers de la CAN 2024, en Côte d'Ivoire ?

L'état de Côte d'Ivoire est en train de consacrer un peu plus de 500 milliards à la

réalisation d'infrastructures pour accueillir la CAN dans des conditions excellentes. Des ressources ont été mobilisées pour la construction, la réhabilitation et l'équipement des stades, hôtels et autres infrastructures. Nous sommes à la phase d'achèvement, pour la plupart. Une politique a été mise en place en vue de dématérialiser la promotion de la destination à travers une plateforme de commercialisation qui est en cours d'élaboration par des cabinets locaux et étrangers. Cela afin de favoriser le transfert de technologie et de compétences, pour une meilleure promotion des infrastructures touristiques. Nous voulons développer le tourisme domestique en concevant des packages pour que nos villes secondaires



Siandou FOFANA, Ministre du Tourisme et des Loisirs

soient prisées par nos concitoyens et ceux qui nous font l'amitié de nous visiter.

Quelle est la contribution du secteur touristique à l'emploi des jeunes ?

Le secteur du tourisme génère 10% des emplois au niveau mondial et 10% du PIB mondial ; ce qui en fait le 3ème secteur exportateur au monde. L'état de Côte d'Ivoire ne peut se priver d'un tel levier important de création d'emplois. 70% de la

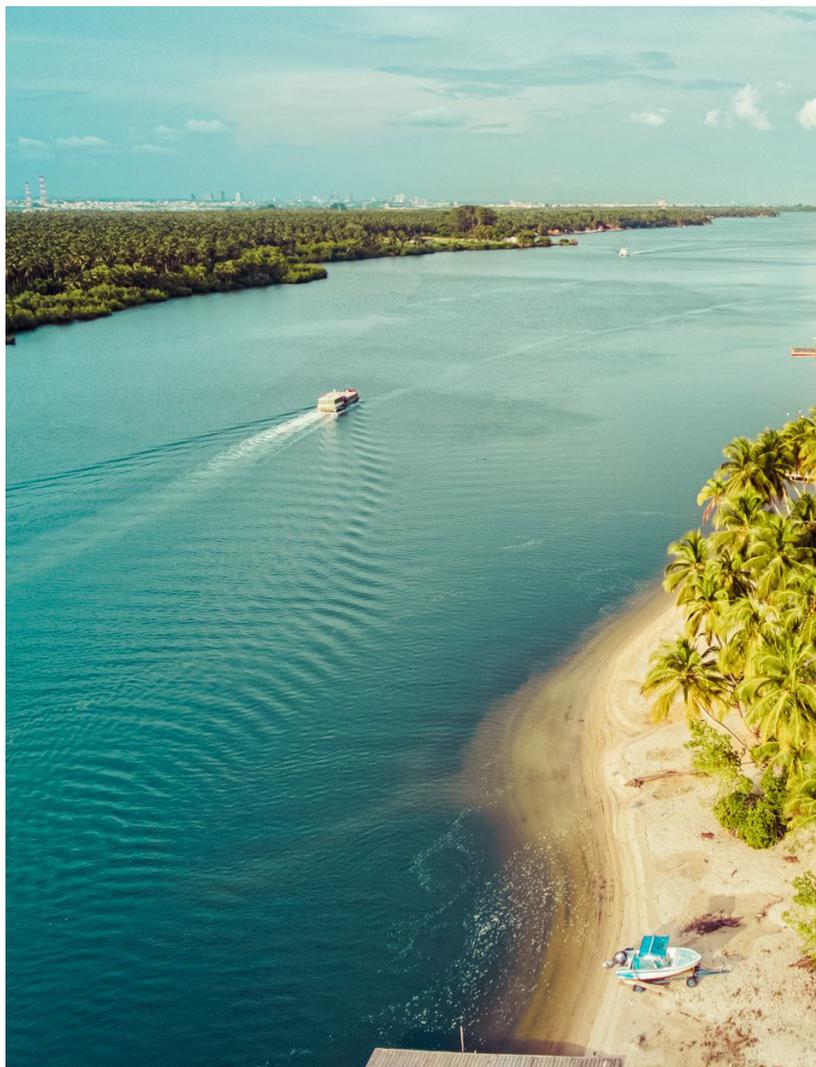
L'état de Côte d'Ivoire est en train de consacrer un peu plus de 500 milliards à la réalisation d'infrastructures pour accueillir la CAN dans des conditions excellentes.

population dans sa structure actuelle est jeune avec moins de 35 ans. Le Président de la République a fait de 2023, l'année de la jeunesse ; je travaille en collaboration avec

le ministre de la Jeunesse. Nous avons fait en sorte que la priorité des emplois soit réservée aux jeunes mais que des passerelles leur soient offertes pour créer de toutes petites entreprises et être insérées dans les PME de notre secteur d'activité.

Une opération d'inspection des établissements hôteliers et des restaurants a été lancée depuis quelques années ; quel est l'état d'exécution ?

Aucune destination ne peut



se rendre compétitive si elle ne prône pas un service de qualité. Le tourisme est un service marchand, il n'y a que la qualité des services qui l'accompagnent qui peuvent fidéliser et générer un grand intérêt pour l'utilisateur. Notre objectif est de faire en sorte que les établissements des villes qui abritent la CAN, fassent l'objet de classement et d'audit technique. Pour l'instant, 500 établissements sont inscrits pour ce premier trimestre ; nous avons déjà fait 400 établissements et procédons à la pose des

panonceaux. Nous avons intégré à ce classement les maquis qui deviennent une réalité et la marque déposée de l'hospitalité ivoirienne. Ils doivent constituer un produit d'appel pour la destination CI.

Quels critères définissent les Étoiles des grands hôtels en CI ?

Le Président de la République a signé un décret, pris en conseil des ministres pour rétablir le classement rendu obligatoire sur la base de la concertation que nous avons eue avec CODINORM. Nous procédons à la mise en place

d'une politique normative. La normalisation a été revue et des normes ont été mises en place. Au titre des éléments pour les classifications des hôtels, c'est la norme (NI 6500) de 2019 qui est de vigueur. Elle met l'accent sur la qualité de services avant tout, la qualité de la restauration, des infrastructures d'accueil, des installations et équipements techniques et de réceptions. C'est l'ensemble de ces éléments, qui permet de procéder au classement et ceci sur la base des éléments normatifs sur le plan international.

Pourquoi la taxe de développement touristique, en Côte d'Ivoire ?

C'est un instrument institué dans la plupart des pays pour financer le secteur du tourisme à bien des égards. L'apport se situe à une proportion d'un milliard. Nous y travaillons. Voilà pourquoi nous avons fait appel à différents acteurs pour améliorer cette perception et limiter la déperdition. Nous voulons disposer d'un système bien étanche qui permette de collecter ces ressources avec une bonne gouvernance de ces ressources. D'ailleurs, des réformes sont en cours visant à reformer notre Fonds de Développement Touristique. La taille n'est pas encore suffisante pour absorber tous les besoins et toutes les sollicitations. C'est pourquoi nous poursuivons les réformes et l'arbitrage afin de parvenir à une plus grande mobilisation de cette assiette de la parafiscalité.



La Basilique Notre Dame de la Paix de Yamoussoukro

Que fait le ministère face à la cherté du tourisme pour les Ivoiriens ?

Sur le plan domestique, le ministère des sports et le gouvernement dans sa

totalité sont à saluer au regard des efforts fournis pour la réhabilitation des aéroports de l'intérieur. L'État de Côte d'Ivoire s'est doté de plusieurs appareils pour la desserte locale. Ces équipements ont

un coup ; au regard du trafic qui n'est pas aussi important, cela génère quelques difficultés. Le ministre des Transport et les responsables d'Air Côte d'Ivoire en sont conscients. Des actions sont envisagées. L'État travaille également à la réhabilitation des infrastructures routières. C'est un peu plus de 7500 milliards qui ont été investis pour le rattrapage des réseaux routiers. Des circuits sont définis et commercialisés. Des guides sont portés sur l'ensemble de ces sites pour pouvoir les valoriser. Il y a du travail à faire mais c'est en travaillant en synergie avec les collectivités locales, que nous allons trouver une économie d'échelle permettant de faire des territoires secondaires, l'objet de visites.

MOT DE LA FIN

On se donnera rendez-vous avant la fin de l'année 2023, pour le bilan. Merci pour votre accompagnement, après 6 années à la tête du ministère. Nous avons des entités décentralisées. Il s'agit de nos directions régionales et départementales sur l'ensemble du territoire à San Pedro, Korhogo, Bouaké, Abengourou, Yamoussoukro, Aboisso, Bassam Odienné, Man, Daloa et Soubré. Leur mission est de promouvoir le tourisme local. Un travail est fait avec eux et leurs rôles est de créer la dynamique. Avec la restauration de nos infrastructures de desserte aussi bien pour les aéroports et les routes, ils font la promotion des destinations à notre demande. Le plus dur est à venir car cette activité est porteuse de croissance et génère beaucoup de richesse et d'emplois. L'Afrique traîne un peu le pas, mais ensemble, nous réussirons à relever les défis qui s'impose à nous.



Le développement, c'est iCI

Programmes Emploi Jeunes : un impact réel dans la vie des bénéficiaires



- **1 118 milliards de FCFA**
Montant de la mise en œuvre du Programme Jeunesse du Gouvernement
- **717 307**
jeunes au total ont bénéficié d'opportunités dans le cadre des programmes d'insertion professionnelle sur la période 2020-2022
- **679**
jeunes ont bénéficié du Programme AGIR de 2019 à 2021 dans la Région du Cavally
- **2 096**
bénéficiaires du Fonds d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel dans les régions du Gbôklè et de San Pedro
- **241**
jeunes issus des régions du Gbôklè et de San Pedro ont reçu des financements pour la réalisation de leurs projets en 2021

Électrification rurale : des progrès importants réalisés dans le district des Montagnes



- **95%**
de taux d'accès (population vivant dans les zones électrifiées par rapport à la population totale)
- **+ de 600**
localités seront électrifiées par an pour parvenir à l'accès universel à l'électricité
- **+ de 772**
localités électrifiées en 2021
- **4 750**
localités électrifiées à fin 2021 par le Programme national d'électrification rurale, lancé en 2014
- **1 841**
localités électrifiées de 2019 à 2020 dans le cadre du PSGouv 1 (2019-2020)
- **573**
localités électrifiées à fin décembre 2022 dans le cadre du PSGouv 2 (2022-2024)

La lutte contre la pollution plastique



- **08 novembre 2014**
Entrée en vigueur du décret n°2013-327 du 22 mai 2013 portant interdiction de la production, de l'importation, de la commercialisation, de la détention et de l'utilisation des sachets plastiques
- **5 juin**
Journée mondiale de l'environnement
Thème de l'édition 2023 « les solutions à la pollution plastique »
- **Plus de 400 millions**
de tonnes de plastique sont produites chaque année, la moitié est conçue pour être utilisée une seule fois
- **Moins de 10%**
des 400 millions de tonnes de plastique sont recyclées
- **19 à 23 millions**
de tonnes de plastique finissent dans les lacs, les fleuves et les océans
- **20 minutes**
Durée moyenne d'utilisation des sachets plastiques avant de finir dans la nature

La promotion de l'entrepreneuriat féminin



- **100**
Score obtenu par la Côte d'Ivoire pour l'indicateur entrepreneuriat dans le rapport « Les femmes, l'entreprise et le droit 2023 » de la Banque mondiale
- **1/3**
des PME sont dirigées par des femmes
- **2012**
Mise en place du Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) par la Première Dame
- **Plus de 300 000**
femmes bénéficiaires et plus de 2 millions de familles impactées
- **4,298 milliards de FCFA**
Coût total du programme «Les Usines des Femmes de Côte d'Ivoire (USIFEM-CI) 2020» pour une durée de trois ans.
- **Le Programme d'Appui aux Femmes Exportatrices (PAFE)**
Ce projet de l'Agence Côte d'Ivoire-PME apporte un soutien aux femmes du secteur agroalimentaire pour qu'elles soient plus compétitives afin d'exporter leurs produits sur le marché international

➔ L'amélioration de l'accès à l'eau potable



- **Plus de 80%** des Ivoiriens vivant dans les villes et plus de 70% vivant en zones rurales ont accès à l'eau potable
- **47 milliards de FCFA**
Coût global du projet Amélioration des performances techniques et financières du secteur de l'eau potable lancé en Mai 2020
- **2 500** branchements sociaux offerts aux populations de cinq sous-quartiers de la commune d'Attécoubé
- **27 décembre 2022**
Remise officielle de 13 541 branchements sociaux pour desservir 81 246 personnes de Koumassi Grand Campement
- **10 000 F CFA**
Montant déboursé par les ménages bénéficiaires au lieu de 167 000 FCFA pour le compteur d'eau et les frais de branchements
- **9012 Pompes**
à motricité humaine (PMH) ont été réparées ou remplacées dans le cadre du PSGouv 1
- **20 073 PMH**
ont fait l'objet de maintenance dans le cadre du PSGouv 1
- **10 466 PMH**
ont été maintenues dans le cadre du PSGouv 2
- **1 982 PMH**
ont été réparées dans le cadre du PSGouv 2

➔ Le développement des ressources animales et halieutiques : le Gouvernement engagé à réduire la dépendance de l'extérieur



La Politique Nationale de Développement de l'Élevage de la Pêche et de l'Aquaculture (PONADEPA 2022-2026)

- **1 000 milliards de FCFA**
Montant à mobiliser pour la mise en œuvre
- **5 stratégies nationales pour le développement du secteur**
 - La stratégie nationale de promotion et de coordination des initiatives dans les secteurs des ressources animales et halieutiques ;
 - La stratégie nationale de développement des productions animales ;
 - La stratégie nationale de gestion durable de la pêche ;
 - La stratégie nationale de développement de l'aquaculture ;
 - La stratégie nationale d'amélioration de la santé publique vétérinaire.

➔ Le réseau routier dans le district des Montagnes fait peau neuve



L'axe Biankouma-Sipilou en travaux

- **1^{er} février 2023**
Démarrage des travaux pour le bitumage qui vont s'achever en juillet 2025
 - **70 km**
Distance Biankouma-Sipilou
 - **79 milliards de FCFA**
Coût des travaux
- ### Des projets à lancer dans l'Ouest en 2023
- **Man-Kouibly**
Route longue de 64 km. Le taux d'exécution sera à 15% à fin décembre 2023 (les travaux de bitumage de la route)
 - **Guiglo-Taï**
Route longue de 64 km avec un taux d'exécution de 15% prévu à fin décembre 2023



Programme Stratégique de Transformation de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire (PSTACI)

- **5 000 tonnes**
La production halieutique nationale qui couvre seulement 14% des besoins
- **+de 300 milliards de FCFA**
Montant dépensé par an pour l'importation de poisson

Quelques actions réalisées en 2022

- **424** reproducteurs (300 ovins, 124 porcs) et 100 bovins de cultures attelées ont été diffusés
- **252** promoteurs ont été installés, à travers la mise en place de 115 fermes
- **03** centres de multiplication des reproducteurs de volailles traditionnelles ont été construits et équipés

Le développement en chiffres



EMPLOI JEUNES

100.220

jeunes seront pris en compte dans le cadre de la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec les collectivités Territoriales pour les phases 3 des projets PEJEDEC et C2D-Emploi des jeunes, pour un montant total de 42.532.835.467 FCFA.



EAU POUR TOUS

240.000 m³/jour

Capacité de production de la station de traitement d'eau potable de la Mé qui impactera 2.000.000 de personnes dans le District d'Abidjan et générera 600 emplois.



ÉDUCATION POUR TOUS

38.000

enfants ont bénéficié de la construction de 81 collèges de proximité dans le cadre des Contrats de Désendettement et de Développement (C2D).



FILIÈRE CAFÉ-CACAO

66,50 milliards de FCFA

Revenu brut cumulé perçu par les producteurs de café sur la campagne 2021-2022, soit une hausse de 82,70% en rapport avec la hausse de la production et du prix bord champ.

GOUV' TALK

« **GOUV'TALK** » est votre tribune mensuelle de discussion en ligne sur Facebook avec des membres du gouvernement sur des sujets d'actualité.

EN DIRECT SUR **LIVE**    [gouvci.official](https://www.gouv.ci)



SIANDOU FOFANA

Ministre du Tourisme

Jeudi 12 janvier 2023



PIERRE DIMBA

Ministre de la Santé, de l'Hygiène
Publique et de la Couverture
Maladie Universelle

Mercredi 29 mars 2023



**SIDI TIÉMOKO
TOURÉ**

Ministre des Ressources Animales
et Halieutiques

Jeudi 20 avril 2023



BOUAKÉ FOFANA

Ministre de l'Hydraulique,
de l'Assainissement
et de la Salubrité

Jeudi 13 juillet 2023

E-COMMERCE

Échantillon : 424 personnes

- Moins de 35 ans (58%) / Plus de 35 ans (42%)
- Hommes (80%)
- Abidjan (74%) / Intérieur du pays (26%)

Février 2023

La perception des ivoiriens vis à vis du e-commerce s'associe aux termes suivants : «vente en ligne», «achat en ligne», «commerce», «produit», «livraison», et «internet». Ainsi, selon eux, le e-commerce englobe la vente et l'achat de produits physiques via les plateformes digitales (réseaux sociaux tels que Facebook et des sites locaux de ventes en ligne comme Jumia.ci).

Opinion globale



L'image générale vis-à-vis du commerce en ligne pratiqué en Côte d'Ivoire est positive. Précisément, plus de 3 répondants sur 5 (**62%**), déclarent avoir une bonne image du e-commerce en Côte d'Ivoire, et seuls **10%** des répondants affirment avoir une mauvaise opinion du e-commerce ivoirien.

Trois principaux produits vendus sur internet

28% **27%** **18%**



Vêtements



Accessoires de mode



Chaussures

Trois principaux produits achetés sur internet

45% **42%** **39%**



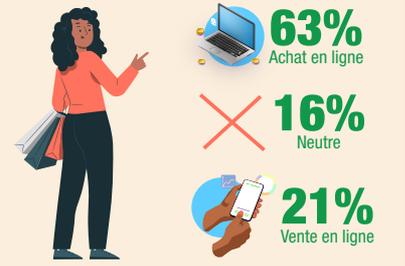
Chaussures



Vêtements



Electromenagers



Trois principaux canaux utilisés pour les ventes en lignes



Trois principaux canaux utilisés pour les achats en lignes



67% **13%**

La satisfaction vis-à-vis des services après-vente fournis par les vendeurs en ligne, est, positive. Les répondants, consommant des produits en ligne sont 68% à déclarer être satisfaits voire très satisfaits, des services après-vente des vendeurs auprès de qui ils effectuent des achats.

Trois principaux moyens utilisés pour l'encaissement des ventes en ligne



Trois principaux moyens utilisés pour le paiement des ventes en ligne



En termes de priorités d'actions, les ivoiriens souhaitent :

- 1 une accentuation de la lutte contre la fraude en ligne (65%).
- 2 près de la moitié des répondants (48%), opte pour le développement de solutions de paiements plus sécurisés.

Une production du CIGC



Programme Social
du Gouvernement **2022-2024**
Le social au cœur de l'action gouvernementale



**RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITÉ
ENVERS LES POPULATIONS VULNÉRABLES**

GRATUITÉ CIBLÉE DES SOINS
Janvier 2022 - Mars 2023

1 612 157

enfants de moins de 5 ans
traités gracieusement du paludisme



www.psgouv.ci

101
Allié Gouvernement

www.gouv.ci



TOUT SAVOIR SUR



« TOUT SAVOIR SUR... » est votre rendez-vous hebdomadaire pour donner la bonne information, répondre aux questions sur un sujet d'actualité, faire connaître un service de l'Administration publique ivoirienne...

#toutsavoirsur

Suivez-nous en direct sur    [gouvci.official](https://www.gouv.ci)
tous les mardis à 15h



Retour en images sur la cérémonie de remise du Prix Félix Houphouët-Boigny - UNESCO pour la recherche de la Paix, à Angela Merkel, ancienne Chancelière allemande.



Le Premier Ministre, Patrick Achi, le 30 mars 2023, à l'ouverture du Forum de BOAO en Chine.



L'édition 2023 de l'AFRICA CEO FORUM s'est tenue à Abidjan les 5 et 6 juin 2023. Avec pour thème « Réussir malgré les crises - De 300 à 3000 : comment accélérer l'émergence de la prochaine génération de champions africains ».



Le Président de la République Alassane Ouattara, était devant le Parlement réuni en Congrès, en avril 2023. Il a fait le bilan des réformes entreprises par l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de développement.



Présente à Abidjan dans le cadre de la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement, la Directrice Exécutive du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, Inger Andersen, a échangé avec le Vice-Président Tiémoko Meyliet Koné sur les problématiques de l'environnement, et sollicité la contribution de la Côte d'Ivoire dans la recherche de solutions à la pollution plastique.



Lancement, par le Premier Ministre Patrick Achi, de l'usine d'eau potable de La Mé, une des plus grandes d'Afrique, pour alimenter Abidjan et son District !



Saison des pluies 2023

6 RÉFLEXES POUR BIEN RÉAGIR

1

**TENEZ-VOUS
INFORMÉS**



2

**ÉVITEZ LES
ZONES INONDÉES**



3

**METTEZ-VOUS
EN SÉCURITÉ**



4

**PARENTS,
SURVEILLEZ
VOS ENFANTS**



5

**PRENEZ DES
NOUVELLES DE
VOS PROCHES**



6

**APPELEZ
LES SECOURS**



Cicg

Contacts utiles

POMPIERS

180

01 01 80 13 28

POLICE

100

01 03 79 91 44

ONPC

07 89 32 32 32

01 50 50 33 32



MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE



sodexam





ABONNEZ-VOUS EN 2 ÉTAPES AU STATUT WHATSAPP DU GOUVERNEMENT DE CÔTE D'IVOIRE



Étape 1

Enregistrez le (+225) 07 87 36 36 36
sous le nom « **Gouv Infos** »

Étape 2

Envoyez le message « **Gouv Infos** »
sur le numéro Whatsapp
(+225) 07 87 36 36 36

Et c'est parti pour ne rien rater
de l'actualité gouvernementale !



+225 07 87 36 36 36